

RÉALISATION D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE AU NIGER

L'Algérie honore ses engagements

En visite officielle hier à Niamey, le Premier ministre Sifi Ghrieb a inauguré la centrale électrique de solidarité algéro-nigérienne de Gorou Banda, une infrastructure de 40 mégawatts réalisée en un temps record grâce à l'expertise algérienne. Cette visite, marquée par une audience avec le président nigérien Abdourahamane Tiani, a permis de consolider la coopération bilatérale et de mettre en avant les nouvelles ambitions énergétiques de l'Algérie en Afrique, à travers plusieurs projets structurants en cours de préparation sur le continent. P 3

● De nombreux projets énergétiques en préparation en Afrique



EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER ET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Le ministre Djellaoui s'enquiert de l'avancement des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans les wilayas d'Annaba et d'El-Tarf afin de s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs projets structurants liés au développement du corridor minier Est.

P 2

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Un projet stratégique qui rapproche l'Afrique de l'Europe

La tenue à Alger de la 5e réunion ministérielle du Comité de pilotage du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) confirme la volonté des trois pays partenaires – l'Algérie, le Niger et le Nigeria – d'accélérer la concrétisation de l'un des plus importants projets énergétiques du continent africain.

P 4

CAPACITÉS INSTALLÉES D'ÉNERGIE SOLAIRE **L'Algérie dans le Top 10 africain**

L'Algérie occupe la sixième place en Afrique en matière de capacités installées d'énergie solaire, avec une puissance cumulée de 462 mégawatts à la fin de l'année 2025. Si ce niveau est resté stable par rapport à 2024, les perspectives de développement demeurent prometteuses, notamment avec le lancement progressif des grands projets du projet « Solar 1000 », appelé à donner un nouvel élan au secteur national des énergies renouvelables.

P 4

START-UP ET INNOVATION

Lancement d'un programme de coopération algéro- américain P 2

IMPACT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SUR LE MONDE DU TRAVAIL

Le plaidoyer de l'Algérie à Genève P 16

BEJAÏA

Plus de 5 milliards DA pour renforcer le réseau électrique durant l'été 2026 P 6

**ALGÉRIE/PNUD
Lancement
d'un projet de
coopération et
de soutien aux
PME**

Le projet "Accélérateur de la croissance verte et de l'emploi" (GGJAP), initié par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a été lancé mercredi à Alger, et qui vise à renforcer les capacités des PME algériennes à fort potentiel et de promouvoir l'entrepreneuriat vert créateur d'emplois. Ce projet tend aussi à travers un accompagnement des startups, micro-entreprises et PME dans leur croissance, à améliorer leur compétitivité et de faciliter leur accès aux marchés et aux financements, tout en favorisant une croissance économique plus verte, inclusive et créatrice d'emplois. Intervenant à cette occasion, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a souligné que ce programme constitue une nouvelle étape dans la coopération avec le PNUD en faveur du développement de l'économie verte. Il permet plus concrètement de former des formateurs issus des structures d'accompagnement relevant de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), afin de leur permettre d'acquérir des compétences conformes aux standards internationaux dans le domaine de l'économie verte, a-t-il expliqué. Le ministre a affirmé que cette démarche contribuera à accélérer la croissance des entreprises actives dans ce secteur, à encourager l'innovation et à créer de nouvelles opportunités d'emploi, rappelant que l'économie verte constitue un levier important de diversification économique et de développement de l'économie de la connaissance.

R. E.

**EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER ET DE LA LIGNE MINIÈRE EST
Le ministre Djellaoui s'enquiert
de l'avancement des travaux**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans les wilayas d'Annaba et d'El-Tarf afin de s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs projets structurants liés au développement du corridor minier Est.

Par Zahir R

Cette tournée a notamment porté sur l'extension du port phosphatier d'Annaba ainsi que sur différents tronçons du projet de la ligne ferroviaire minière reliant les bassins de production aux infrastructures portuaires. À Annaba, le ministre a inspecté les travaux d'extension du futur quai minéralier inscrit dans le cadre du projet intégré de phosphate. Accompagné des autorités locales, il a examiné l'état d'avancement des travaux et les moyens humains et matériels mobilisés pour la concrétisation de cette infrastructure considérée comme l'un des maillons essentiels de la stratégie nationale de valorisation et d'exportation des ressources minières. Lors de cette visite, M. Djellaoui s'est également assuré de la mise en œuvre des instructions données lors de ses précédents déplacements, notamment en matière d'accélération des travaux et de coordination entre les différents intervenants. À l'issue d'un exposé technique, il a indiqué que les opérations de remblayage des espaces situés derrière le quai, à partir de sable marin issu des travaux de dragage, devront débuter à partir du 15 juin sur une superficie de 52 hectares. Cette étape permettra le lance-

ment, dès le mois d'octobre prochain, de la réalisation des superstructures du port. Le ministre a inspecté plusieurs chantiers relatifs à l'enfoncement des pieux en acier, aux travaux de béton armé, à l'enrochement ainsi qu'aux opérations de soudage des pieux et conduites métalliques. Il a également pris connaissance de l'évolution des travaux de dragage maritime destinés à atteindre les profondeurs nécessaires à l'accueil des navires de grande capacité, ainsi que de la mise en place des brise-lames sur un linéaire de 1 400 mètres. D'une longueur de 1 600 mètres et d'une profondeur pouvant atteindre 16 mètres, le futur quai minéralier permettra l'accostage de navires de fort tonnage. Le projet prévoit également l'aménagement de plateformes logistiques couvrant une superficie de 82 hectares. Une fois achevée, cette extension portera la capacité de chargement des minerais de 2 à 10 millions de tonnes par an, renforçant ainsi le positionnement d'Annaba comme plateforme stratégique d'exportation du phosphate et de ses dérivés. Poursuivant sa tournée dans les wilayas d'Annaba et d'El Tarf, le ministre s'est ensuite rendu sur plusieurs sites du projet de la ligne minière de l'Est, infrastructure ferroviaire appelée à jouer un rôle déterminant dans le transport des ressources minières

vers les ports d'exportation. À El Hadjar, dans la wilaya d'Annaba, il a inspecté les travaux de rétablissement des raccordements et de réalisation des murs de soutènement au niveau d'un ouvrage d'art situé au point kilométrique 10, dans le cadre du tronçon nord reliant Annaba à Bouchegouf sur 54 kilomètres. Le ministre a insisté sur le respect des délais de réalisation et des normes techniques afin de garantir la qualité de l'infrastructure. Dans la wilaya d'El Tarf, M. Djellaoui a entamé sa visite par le tunnel n°3 situé au point kilométrique 30, dans la commune de Chihani, avant de se rendre à la future gare ferroviaire de la même localité. Sur place, il a pris connaissance du niveau d'avancement des travaux et a donné des instructions visant à renforcer les équipes de chantier et à mobiliser davantage de moyens matériels pour accélérer les cadences de réalisation. Le ministre a également inspecté les travaux relatifs aux points de croisement et aux ouvrages techniques au niveau du point kilométrique 36. À cette occasion, il a appelé à la mobilisation de toutes les capacités disponibles pour les opérations de pose de la voie ferrée et d'aménagement des tunnels, en vue de réduire les délais de réalisation et d'assurer une mise en service rapide de cet axe stratégique.

CASNOS

Mise en garde contre des sites électroniques frauduleux usurpant son identité

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a appelé, mercredi dans un communiqué, l'ensemble des assurés sociaux à faire preuve de vigilance face aux sites électroniques frauduleux qui

usurpent son identité ou proposent des services en son nom. Dans son communiqué, la CASNOS "appelle l'ensemble des assurés sociaux à faire preuve de vigilance face aux sites électroniques frauduleux qui

usurpent son identité ou proposent des services en son nom", insistant sur la nécessité de "vérifier l'exactitude de l'adresse du site électronique" et de "ne communiquer aucune information personnelle ou confidentielle en dehors

des plateformes officielles de la caisse". En cas de doute, la CASNOS invite les assurés sociaux à "prendre attache avec ses services via les canaux officiels".

START-UP ET INNOVATION

Lancement d'un programme de coopération algéro-américain

Un atelier international consacré au transfert de technologies et à la valorisation de la propriété intellectuelle a été officiellement lancé hier à Alger, au siège d'Algeria Venture, en présence de M. Nouredine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ainsi que de M. Mark Shapiro, chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Algérie. Organisé par le Commercial Law Development Program (CLDP) dans le cadre de la coopération algéro-américaine, cet atelier réunit les principaux acteurs de l'écosystème de l'innovation. L'objectif est de favoriser l'échange d'expertises autour du transfert de technologies, de l'innovation et de la valorisation de la propriété intellectuelle. L'événement s'inscrit également dans la dynamique de développement de l'écosystème national de l'innovation et de renforcement des capacités des structures d'accompagnement des entreprises innovantes. Dans son allocution, M. Nouredine Ouadah a souligné l'importance stratégique accordée par

l'Algérie à la propriété intellectuelle, en rappelant les efforts du ministère pour ancrer cette culture, notamment à travers un mécanisme de financement prenant en charge les frais liés au dépôt et à l'enregistrement des brevets d'invention, y compris à l'international. Il a également indiqué que cette initiative constitue une nouvelle étape dans la consolidation de la culture de l'innovation, mettant en avant la participation active des incubateurs universitaires et des centres de transfert de technologies. L'atelier est encadré par des experts américains issus de l'Université Cornell et du Département du commerce des États-Unis. Le programme s'étale sur trois jours. En effet, la première journée est consacrée à des formations et à des présentations portant sur la création et la gestion des bureaux de transfert de technologies, la protection de la propriété intellectuelle, les stratégies de commercialisation de l'innovation, ainsi que le développement des incubateurs universitaires. Quant aux deux journées suivantes, elles seront dédiées à des sessions de conseil et d'accompagnement personna-

lisé au profit des incubateurs, des Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) et des start-up participantes, afin de renforcer leurs capacités en matière de valorisation et de commercialisation des innovations. Ce programme réunit, rappelle-t-on, vingt (20) incubateurs universitaires, dix (10) Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) et dix (10) start-up développant ou détenant des actifs de propriété intellectuelle. Il vise à dynamiser l'innovation au sein des universités algériennes et à renforcer la coopération avec les partenaires américains. Cet atelier s'inscrit dans un projet de coopération de six mois comprenant plusieurs cycles de formation couvrant les différents aspects liés à l'innovation et aux start-up. Il vise à ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat entre les acteurs algériens et américains dans les domaines de la technologie et de l'innovation, tout en renforçant la capacité des entreprises algériennes à accéder aux marchés internationaux et à attirer davantage d'investissements et d'expertises étrangères.

Z. R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉALISATION D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE AU NIGER

L'Algérie honore ses engagements

En visite officielle hier à Niamey, le Premier ministre Sifi Ghrieb a inauguré la centrale électrique de solidarité algéro-nigérienne de Gorou Banda, une infrastructure de 40 mégawatts réalisée en un temps record grâce à l'expertise algérienne.

Par Selma R.

Cette visite, marquée par une audience avec le président nigérien Abdourahamane Tiani, a permis de consolider la coopération bilatérale et de mettre en avant les nouvelles ambitions énergétiques de l'Algérie en Afrique, à travers plusieurs projets structurants en cours de préparation sur le continent.

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Sifi Ghrieb a effectué mercredi une visite officielle au Niger, accompagné d'une importante délégation comprenant notamment le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. À son arrivée à l'aéroport international Diori Hamani, il a été accueilli par son homologue nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, avant de participer à une rencontre bilatérale consacrée à l'examen des perspectives de coopération entre les deux pays. Le moment fort de cette visite a été l'inauguration de la centrale de Gorou Banda, réalisée sous forme de don de l'Algérie au Niger. Ce projet, qui s'inscrit dans les orientations du président Tebboune visant à soutenir les capacités énergétiques du Niger, constitue désormais l'un des symboles les plus visibles de la solidarité algérienne sur le continent africain.

Dans son allocution, Sifi Ghrieb a souligné la portée de cette réalisation. « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, nous a confié la mission de superviser l'inauguration

de la centrale électrique de solidarité algéro-nigérienne d'une capacité de 40 mégawatts, ce qui illustre l'excellence de la coopération entre l'Algérie et le Niger », a-t-il déclaré. Le Premier ministre a également insisté sur le caractère exceptionnel du projet. Selon lui, « cette centrale constitue une réalisation stratégique qui incarne le travail de la commission mixte algéro-nigérienne ». Il a particulièrement mis en avant les délais de réalisation, affirmant que « la symbolique de cet accomplissement réside dans la courte période durant laquelle nous avons construit cette centrale et dans l'ampleur de la mobilisation déployée pour concrétiser ce projet énergétique ». Sifi Ghrieb a estimé que cette efficacité traduit la volonté commune des deux États d'accélérer leur partenariat. « Ce niveau de rapidité et d'efficacité se poursuivra pour traduire la volonté politique commune de l'Algérie et du Niger d'accélérer le rythme de la coopération bilatérale », a-t-il assuré. Le chef du gouvernement a également rappelé que l'Algérie poursuit plusieurs projets à caractère humain et social au Niger, tout en accordant une importance particulière au développement des échanges commerciaux entre les deux pays. Il a également insisté sur la nécessité d'une coordination permanente face aux défis sécuritaires du Sahel, estimant que « la sécurité et la stabilité de nos deux pays exigent une coordination durable afin de relever les défis auxquels nous faisons face dans la région ».

Sifi Ghrieb reçu par le président nigérien

Au cours de sa visite à Niamey, Sifi Ghrieb a également été reçu en audience par le président de la République du Niger, le général Abdourahamane Tiani. Cette rencontre a permis aux deux parties de passer en revue l'état de la coopération bilatérale ainsi que les perspectives de son renforcement dans plusieurs secteurs stratégiques. À l'issue de l'entretien, le Premier ministre a précisé avoir réaffirmé « l'intérêt particulier que le Président Tebboune accorde au renforcement des relations bilatérales avec la République sœur du Niger et à la promotion du dialogue politique entre les deux pays frères ». Le président Abdourahamane Tiani a, pour sa part, exprimé sa gratitude envers le président Tebboune pour l'attention accordée à ce projet, qu'il a qualifié de « premier fruit d'un partenariat solidaire » entre les deux nations. Les échanges ont également porté sur plusieurs domaines de coopération, notamment les hydrocarbures, les infrastructures, les transports, la santé, l'enseignement supérieur, la formation et la numérisation. Les deux responsables ont insisté sur la nécessité d'assurer un suivi régulier de cette dynamique de coopération sous la supervision directe des chefs d'État. Les projets structurants régionaux ont également occupé une place importante dans les discussions. Les deux parties ont affiché leur volonté d'accélérer leur concrétisation afin de renforcer le développement économique et l'intégration régionale.

APRÈS LA MISE EN SERVICE D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE AU NIGER

De nombreux projets énergétiques en préparation en Afrique

Au-delà de la centrale de Gorou Banda, la visite de Sifi Ghrieb a mis en lumière les ambitions croissantes de l'Algérie dans le domaine de la coopération énergétique africaine. Le Premier ministre a révélé que ce projet, initialement prévu pour la fin de l'année, avait été livré de manière anticipée grâce à une décision du président de la République et à une mobilisation exceptionnelle des équipes algériennes. « Toutes les ressources et capacités de Sonelgaz ont été mobilisées pour relever ce défi », a-t-il affirmé, précisant que les travaux ont été achevés en seulement 70 jours. Pour Sifi Ghrieb, cette performance illustre pleinement les compétences nationales. Il a attribué cette réussite à « l'ingéniosité algérienne » et estimé que l'Algérie confirme aujourd'hui son rôle moteur sur le continent. Selon lui, après avoir été historiquement considérée comme « le phare des hommes libres », l'Algérie devient désormais une source d'énergie et de développement pour plusieurs pays africains. Le Premier ministre a également annoncé l'existence de nombreux autres projets en préparation à travers le continent, invitant les médias nationaux à accompagner les autorités dans la couverture de ces futures réalisations.

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a confirmé cette dynamique d'expansion. « Sonelgaz jouit désormais d'une excellente réputation en Afrique », a-t-il déclaré, soulignant que plusieurs États africains sollicitent désormais l'expertise algérienne dans le domaine de l'électricité. Le ministre a annoncé qu'une nouvelle centrale électrique d'une capacité de 40 mégawatts sera mise en service dès la semaine prochaine au Tchad. Il a également révélé que l'Algérie a reçu des demandes de coopération énergétique émanant de plusieurs pays, notamment la Côte d'Ivoire, le Mozambique et la République démocratique du Congo. « De nombreux pays africains ont sollicité les services de Sonelgaz », a affirmé Mourad Adjal, ajoutant que ces projets nécessitent « une main-d'œuvre hautement qualifiée », preuve de la confiance croissante accordée au savoir-faire algérien.

Cette nouvelle offensive énergétique confirme la volonté d'Alger de faire de son expertise dans l'électricité et les infrastructures énergétiques un levier majeur de sa présence économique et diplomatique en Afrique.

S R.

HYDROCARBURES

Des filiales de Sonatrach signent des mémorandums d'entente avec Sonidep

Des filiales du groupe Sonatrach ont signé, mardi à Alger, trois mémorandums d'entente avec la Société nationale nigérienne du pétrole (Sonidep), portant sur la création d'une joint-venture pour la réalisation des travaux de forage au Niger, les activités de traitement des données sismiques, ainsi que sur la coopération dans le domaine des produits pétroliers. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, le ministre du Pétrole de la République du Niger Hamadou Tini, du PDG du groupe Sonatrach Nour Eddine Daoudi, ainsi que de cadres des compagnies des deux pays.

Ainsi, le premier mémorandum d'entente a été signé entre l'Entreprise nationale de géophysique (Enageo) et Sonidep, portant sur l'acquisition et le traitement des données sismiques sur le territoire nigérien. Il a été signé par Hakim Issolah, PDG Enageo et Ali Saïbou Hassan, Directeur général de la compagnie nigérienne.

Le deuxième mémorandum a été paraphé entre l'Entreprise nationale de forage (Enafor) et Sonidep et porte sur la création d'une Joint-Venture (JV) pour la réalisa-

tion des travaux de forage pétrolier et gazier sur le territoire nigérien. Le document a été signé par Brahim Hammoudi PDG de la filiale de Sonatrach et le Dg de la société nigérienne.

Quant au troisième mémorandum d'entente, il a été conclu entre la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) et Sonidep et concerne la coopération dans le domaine de la distribution des produits pétroliers au Niger. Le document a été paraphé par Djamel Cherdoud PDG de Naftal et le Directeur Général de Sonidep. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Daoudi a souligné que les mémorandums signés s'inscrivent dans le cadre de la vision stratégique adoptée par l'Algérie pour renforcer sa position en tant que moteur du développement et de l'intégration sur le continent africain, à travers le soutien aux grands projets structurants, le développement des infrastructures énergétiques et l'intensification des échanges économiques entre les pays africains.

Ces accords traduisent la volonté commune de l'Algérie et du Niger de renforcer la coopération économique et de développer des partenariats stratégiques, en cohé-

rence avec la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à promouvoir la coopération Sud-Sud, l'intégration économique africaine et le développement de projets durables au service des peuples du continent, a-t-il souligné.

Le PDG de Sonatrach a, en outre, indiqué que ces mémorandums d'entente ouvrent des perspectives prometteuses de coopération dans des domaines stratégiques, notamment le renforcement des études géophysiques et du traitement des données sismiques, contribuant ainsi à l'amélioration des capacités d'exploration et d'investissement dans les ressources hydrocarbures au Niger.

Pour M. Daoudi, le protocole signé entre "Enafor" et "Sonidep", constitue "une étape qualitative vers la construction d'un partenariat industriel intégré, tirant profit de la longue expérience accumulée par l'entreprise nationale dans le domaine du forage, et contribuant au renforcement des capacités opérationnelles ainsi qu'au développement de l'activité énergétique au Niger". Il a, par ailleurs, estimé que le dernier mémorandum signé avec la société Naftal traduit "la volonté commune des deux parties

de renforcer la coopération dans le domaine de la distribution des produits pétroliers et la mise en place de centres de conditionnement au Niger, notamment en matière d'échange d'expertises et de savoir-faire. Ce mémorandum prévoit également la création d'une société mixte entre Naftal et Sonidep, pour la fabrication, la distribution et le stockage du bitume.

De son côté, le directeur général de la Sonidep a salué le partenariat concrétisé par les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, exprimant, lors de son intervention, sa "gratitude" aux présidents des deux pays pour la dynamique qu'ils ont insufflée aux relations bilatérales conformément à une volonté commune, laquelle se traduit par des projets concrets. Il a également appelé à "la nécessité de redynamiser et d'insuffler la dynamique requise à une coopération historique entre les deux pays, afin d'atteindre les objectifs opérationnels escomptés, notamment pour la partie nigérienne qui aspire à tirer le meilleur profit de l'expérience algérienne dans les domaines liés au secteur des hydrocarbures, au bénéfice des peuples des deux pays".

R E.

Tebboune reçoit les ministres des hydrocarbures du Nigéria et du Niger

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier, les ministres du secteur des hydrocarbures du Nigéria et du Niger ainsi que les délégations les accompagnant, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

« Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui, le ministre d'État aux Ressources Pétrolières (Gaz) de la République fédérale de Nigéria, frère M. Ekperikpe Ekpo, et le Ministre du Pétrole de la République sœur du Niger, M. Hamadou Teni, ainsi que les délégations les accompagnant », a précisé la présidence de la République.

Ont assisté à la rencontre le ministre d'État chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des collectivités locales, Brahim Merad, le ministre d'État chargé des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, le conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires diplomatiques, Amar Abba, et le Président-Directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a ajouté la même source.

Il est à noter qu'Alger a abrité la réunion des ministres des hydrocarbures de Algérie, du Nigeria et du Niger, dans le cadre du cinquième Conseil des ministres du Comité de pilotage du projet de gazoduc transsaharien (TSGP).

Le TSGP constitue un levier stratégique pour renforcer l'intégration énergétique africaine, soutenir la sécurité des approvisionnements vers les marchés régionaux et internationaux et contribuer au développement socioéconomique des pays concernés. Le projet s'inscrit également dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en tant que projet continental structurant visant à promouvoir l'intégration africaine, à assurer une exploitation optimale des ressources énergétiques du continent et à renforcer la sécurité énergétique et le développement durable à l'échelle africaine.

R. E.

GAZODUC TRANSSAHARIEN Un projet stratégique qui rapproche l'Afrique de l'Europe

La tenue à Alger de la 5e réunion ministérielle du Comité de pilotage du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) confirme la volonté des trois pays partenaires – l'Algérie, le Niger et le Nigeria – d'accélérer la concrétisation de l'un des plus importants projets énergétiques du continent africain.

Par Réda Hadi

Pour l'expert international en énergie Chouaïb Boutamine, invité par nos collègues de la radio nationale, cette rencontre intervient dans un contexte particulièrement favorable marqué par une forte demande mondiale en gaz naturel et par la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement par l'Europe. « Il existe aujourd'hui une véritable volonté politique pour faire avancer ce projet sur le terrain », souligne-t-il. Long de plus de 4 100 kilomètres, le gazoduc transsaharien doit permettre d'acheminer jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an depuis les immenses réserves du Nigeria vers l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie. Une fois raccordé au réseau gazier algérien, le gaz pourra être exporté via les infrastructures déjà existantes reliant l'Algérie à l'Italie et à l'Espagne.

Selon l'expert, l'état d'avancement du projet est significatif. Une grande partie des infrastructures est déjà disponible, notamment en Algérie où seules certaines extensions restent à réaliser. Les principaux défis concernent désor-

mais le tronçon nigérien, qui représente la partie la plus importante du tracé restant à construire. Les discussions actuelles portent essentiellement sur les aspects techniques, les mécanismes de financement et les modalités de mise en œuvre.

Au-delà de sa dimension énergétique, le TSGP constitue un puissant levier d'intégration économique régionale. « Ce projet ne transportera pas uniquement du gaz. Il renforcera les liens économiques et stratégiques entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria », explique M. Boutamine. L'Algérie apparaît ainsi comme une véritable porte d'entrée vers le marché européen pour ses partenaires africains.

L'intérêt de l'Europe pour ce projet est également grandissant.

Depuis la crise ukrainienne, les pays européens ont considérablement augmenté leur recours au gaz naturel liquéfié (GNL), une solution plus coûteuse que les approvisionnements par gazoducs.

Alors que les prix de l'énergie demeurent élevés et que les besoins industriels restent importants, les entreprises européennes recherchent des sources d'approvisionnement plus stables

et plus compétitives.

Dans ce contexte, le gazoduc transsaharien représente une alternative stratégique. Le transport du gaz par pipeline permet de réduire les coûts logistiques liés à la liquéfaction, au transport maritime et à la regazéification. Il offre également une meilleure visibilité sur le long terme en matière de sécurité énergétique. Pour l'Algérie, les bénéfices attendus sont multiples. Outre les revenus liés aux droits de transit, le pays consolidera sa position de principal hub gazier africain et de partenaire énergétique incontournable de l'Europe.

Le projet permettra également aux entreprises nationales, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de la construction et des services pétroliers, de valoriser leur expertise acquise depuis plusieurs décennies.

L'expert estime également que le TSGP pourrait jouer un rôle déterminant dans le développement de nouveaux gisements au Niger. La présence d'une infrastructure d'exportation de grande capacité encouragerait les investissements dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, créant ainsi un cercle vertueux pour les économies de la région.

CAPACITÉS INSTALLÉES D'ÉNERGIE SOLAIRE L'Algérie dans le Top 10 africain

L'Algérie occupe la sixième place en Afrique en matière de capacités installées d'énergie solaire, avec une puissance cumulée de 462 mégawatts à la fin de l'année 2025. Si ce niveau est resté stable par rapport à 2024, les perspectives de développement demeurent prometteuses, notamment avec le lancement progressif des grands projets du projet « Solar 1000 », appelé à donner un nouvel élan au secteur national des énergies renouvelables. L'Afrique poursuit sa montée en puissance dans le domaine du solaire. La capacité cumulée du continent est ainsi passée de 18,37 gigawatts en 2024 à 22,18 gigawatts à la fin de 2025, soit une progression significative portée par l'accélération des investissements dans les énergies renouvelables et la volonté des pays africains de diversifier leurs sources de production électrique, d'après les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Dans ce contexte, l'Algérie maintient sa présence parmi les dix principales puissances solaires du continent. Avec 462 mégawatts installés, elle conserve une position notable malgré la forte concurrence de plusieurs pays engagés dans des programmes ambitieux de développement du photovoltaïque. Cette performance demeure d'autant plus significative que le pays dispose d'un potentiel solaire exceptionnel, notamment dans les régions sahariennes, qui figurent parmi les zones les plus ensoleillées au monde. Si les capacités installées n'ont pas connu de progression majeure au cours de l'année 2025, les perspectives de croissance restent importantes. Le rapport souligne que l'entrée en phase opérationnelle des projets du projet « Solar 1000 » pourrait marquer le début d'une nouvelle étape dans le développement des énergies renouvelables en Algérie. Ce programme constitue l'un des piliers de la stratégie énergétique nationale. Il vise à accroître la part des énergies renouvelables dans le mix élec-

trique, à réduire progressivement la consommation de gaz naturel destinée à la production d'électricité et à dégager davantage de volumes pour l'exportation ainsi que pour les activités de transformation industrielle. Les enjeux dépassent toutefois le seul cadre énergétique. Le développement de l'énergie solaire est également considéré comme un levier de diversification économique, de création d'emplois et de développement industriel. Les pouvoirs publics ambitionnent notamment de favoriser l'émergence d'une filière nationale intégrée couvrant la fabrication d'équipements, les services d'ingénierie, la réalisation des projets et la maintenance des installations. Les importantes ressources solaires dont dispose l'Algérie constituent, à cet égard, un avantage

compétitif majeur. Grâce à un ensoleillement parmi les plus élevés au monde et à de vastes espaces propices à l'implantation de centrales photovoltaïques, le pays possède les atouts nécessaires pour renforcer sa position sur l'échiquier énergétique africain. La transition énergétique engagée par l'Algérie s'inscrit ainsi dans une vision de long terme visant à répondre à la croissance de la demande nationale en électricité tout en accompagnant les objectifs de durabilité environnementale. Les projets actuellement en cours devraient contribuer, dans les prochaines années, à une hausse significative des capacités renouvelables du pays et à une meilleure valorisation de son immense potentiel solaire.

S. R.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	71	81	62	البطاطا
	Tomate	90	104	76	الطماطم
	Oignon sec	84	94	73	البصل الجاف
	Ail sec	669	753	585	الثوم الجاف
	Ail vert	229	258	200	الثوم الأخضر
	Carotte	99	111	88	الجزر
	Navet	102	113	92	اللفت
	Petit pois	200	224	177	الجلبانية
	Fève verte	99	109	89	الفاصولياء الاخضر
	Courgette	75	88	62	الكوسة
Haricot vert	192	217	168	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	103	117	89	الخس	
Fruits frais	Orange	577	683	472	البرتقال
	Citron	498	621	376	الليمون
	Pomme locale	498	518	478	التفاح المحلي
	Datte	138	156	120	التمر
Banane	87	101	72	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1990	2112	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	375	387	363	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1 398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2 510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2 070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

Sécurité énergétique et intégration régionale en Afrique dans un contexte géopolitique mondial instable

2^e partie

Par : Abdelmadjid ATTAR (*)

• Risque de généralisation des ambitions de contrôle de certains couloirs logistiques à travers le monde par certaines puissances ou pays, entraînant les mêmes impacts.

• Hausse des prix des engrais et produits pétrochimiques entraînant une hausse des prix alimentaires, et même des pénuries au niveau de certains pays importateurs parmi les plus pauvres.

• Pression inflationniste sur les économies africaines et aggravation des déficits commerciaux.

Les impacts sur l'agriculture africaine, et par conséquent pour la sécurité alimentaire, pourraient être particulièrement importants, une situation qui démontre que la sécurité énergétique africaine ne peut plus être limitée aux seuls hydrocarbures. Elle concerne désormais l'ensemble des chaînes stratégiques : énergie, agriculture, transport, industrie et alimentation.

L'Afrique importe chaque année plus de 110 milliards \$ en produits pétroliers raffinés. Elle consomme environ 8 à 9 millions de tonnes d'engrais dont 60% sont importés, en grande partie du Moyen orient (entre 20 et 50%), avec actuellement des augmentations de prix sur le marché mondial à hauteur de 20 à 45%, sans compter l'augmentation du coût du fret maritime et les délais de livraison.

Les pays les plus vulnérables au point de vue énergétique (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Maroc, Mauritanie, Sénégal, et Tanzanie) font face en ce moment à une hausse du prix des carburants et de l'électricité. Mais les plus gravement affectés sont ceux dont les pays du Golfe leur fournissent la majeure partie des engrais nécessaires au secteur de l'agriculture (Kenya, Mozambique, Somalie, Soudan, Tanzanie), entraînant une baisse des rendements agricoles, une flambée des prix alimentaires, un recul des semis, une aggravation de l'insécurité alimentaire, et par conséquent des tensions sociales et budgétaires.

3- Que faire ?

Les tensions et les différents conflits que le monde est en train de vivre depuis 2020 et même bien avant, ne sont finalement que les indices d'un monde futur dont la géopolitique est en train d'être complètement reconfigurée à travers de nouveaux rapports de force, de nouveaux équilibres régionaux. Le principe de mondialisation tel qu'il existait est en train de disparaître, pour être remplacé par un nouvel ordre international qui entrainera l'émergence de nouvelles puissances, de nouvelles alliances, avec lesquelles il faudra soit « s'adapter ou composer », soit « assurer un minimal d'autonomie ou de souveraineté » dans tous les domaines stratégiques : énergie,

MODELE DE PRODUCTION-CONSOMMATION D'ENERGIE							
(Source : AFREC - AIE)							
	Afrique	Nord	Ouest	Australe	Centrale	Est	Observ. 2023/2010
RES. Pétrole	120 Md T	45%	32%	12%	7%	4%	
RES. Gaz	1800 Md M3	51%	35%	11%	2%	1%	
Production Pétrole	345 MT	43%	24%	19%	12%	2%	↓ -25%
Production Gaz	301 Md M3	66%	26%	4%	3%	1%	↑ +36%
Production Charbon	2,6 Md T	0%	0,22%	98,37%	0%	1,42%	Stable 0%
Production Electricité	14,3 M Tep	17%	17%	39%	11%	16%	↑ +50%
Produits Raffinés	113 MT	57%	9%	24%	5%	5%	Stable 0%
Consommat. Afrique	907 M Tep	24%	19%	27%	7%	23%	↑ +39%
Consommat. Pétrole & Prod. Petrol.	23%	33%	30%	14%	12%	10%	↑ +31%
Consommat. Gaz	19%	62%	12%	10%	2%	2%	↑ +100%
Consommat. Charbon	15,3%	0,5%	3%	50%	0,5%	1%	↑ +40%
Consommat. BioCarbur-Dechets	40%	1%	44%	20%	82%	82%	↑ +20%
Consommat. Hydroélectr.	1,6%	1%	8%	4%	3%	4%	↑ +100%
Consommat. ENR	0,5%	2,5%	3%	2%	0,5%	1%	↑ > 2000%
Exportations	418 M Tep	Pétrole 60%	Gaz 20%	Prod. Pétr. 11%	Charbon 8%	Electricité 1%	↓ -25%
Importations	195 M Tep	15%	5%	70% (2010=54%)	7%	2%	↑ +65%

eau, alimentation, défense, économie, etc...

Dans ce dernier cas, il faudrait avoir les moyens, la volonté politique, et le temps d'engager les processus nécessaires, ou d'accélérer ceux qui existent et tardent à avancer. Ne rien faire ou demeurer attentiste sera fatal, y compris par l'adoption d'un alignement pur et simple.

Où en est l'Afrique et que pèse-t-elle en tant que continent qui compte :

• 1,58 milliards d'habitants et atteindra 2,47 milliards en 2050 (25% de la population mondiale) selon l'ONU.

• Un PIB nominal de 3.000 à 3.400 milliards de dollars (2,5 à 3% du PIB mondial) selon le FMI.

• Elle possède toutes les ressources naturelles nécessaires, mais plus de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, et la majeure partie des carburants et des engrais est importée.

Certains déclarent qu'il faut simplement stimuler le développement et la renaissance des secteurs « Ressources naturelles » africains puisque toutes celles qui sont nécessaires existent, et les besoins sont énormes non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi en Afrique.

Mais voilà, tous les pays ne possèdent pas assez de ressources, et quand ils les possèdent, ils n'ont pas les moyens financiers et technologiques pour le faire, et quand ils le font c'est à travers un par-

tenariat dont l'objectif s'arrête souvent au niveau de l'exploitation, l'exportation, et le retour d'une simple rente qui ne répond pas toujours aux besoins multiples des pays concernés.

Face à ces défis, l'Afrique doit engager une nouvelle stratégie binaire, économique et énergétique fondée sur des actions immédiates :

• En priorité, l'accélération de l'intégration économique régionale, dont les instruments politiques et réglementaires existent aussi bien à l'échelle africaine qu'à l'échelle régionale, avec souvent la possibilité de faire appel à des fournisseurs africains dont l'Algérie et le Nigéria pour les carburants.

• La mobilisation de l'Union Africaine et de la Banque Africaine pour soutenir et coordonner dans l'immédiat, des programmes d'approvisionnement communs à travers des corridors prioritaires et un financement préférentiel.

• Mettre en place et soutenir des mécanismes de crédits et subventions ciblées dans le secteur agricole parce qu'il y va de la sécurité alimentaire.

Et des actions à terme destinées à renforcer :

• Le principe de la valorisation locale de toutes ressources, avec une priorité accordée à la satisfaction des besoins internes à court et long terme.

• La construction d'un environnement

règlementaire qui tient compte en priorité des conditions et des opportunités d'intégration régionale, y compris à travers les investissements en partenariat à caractère régional ou mondial.

• La prédominance des choix économiques sur les choix politiques.

• La pérennité de cet environnement tout au long des mutations politiques des gouvernements vers un seul objectif : des institutions solides au service de la transformation qualitative de la vie des citoyens.

Le conflit actuel du Moyen Orient dont les impacts semblent être durables, ainsi que les mutations géopolitiques qui en découlent, sont une opportunité stratégique pour l'ensemble de l'Afrique, à saisir pour accélérer son développement et son intégration économique à travers des mesures urgentes pour faire face à 3 défis de souveraineté essentiels à construire :

- Souveraineté énergétique.
- Souveraineté alimentaire.
- Souveraineté industrielle.

4- L'expérience algérienne en matière de développement du secteur des hydrocarbures, de l'eau, et des mines

L'Algérie a progressivement construit une politique fondée sur trois piliers :

- La maîtrise nationale des ressources naturelles au lendemain de l'indépendance à travers la nationalisation des Mines en 1966 et des Hydrocarbures en 1971. L'objectif n'était pas un simple contrôle, mais surtout l'affectation prioritaire des recettes aux investissements consacrés au développement des activités en aval pour la valorisation de ces ressources à travers notamment les infrastructures énergétiques nécessaires.
- Cette phase a été soutenue par un développement progressif d'une expertise nationale à travers les outils stratégiques que sont les Entreprises nationales SONATRACH créée dès 1963, et SONAREM en 1967.

• L'adaptation progressive de la régulation régissant le secteur des Mines et de l'Énergie de façon générale, aux besoins internes, au contexte mondial, et à l'apport en matière de technologie et d'investissement à travers une politique de partenariat en amont et en aval.

Tout au long des décennies qui ont suivi (1971-2014), ces 3 piliers ont certes assuré surtout l'indépendance énergétique du pays à travers un secteur énergétique qui n'a pas cessé de progresser d'amont en aval et de s'adapter aussi bien aux besoins internes, qu'à ceux assurant des exportations d'hydrocarbures générant une rente qui a permis de couvrir le développement d'importantes infrastructures industrielles, agricoles, et sociales.

(A suivre)

(*) Consultant indépendant (Energie, Eau, Mines & Environnement), Ancien PDG de Sonatrach-Ancien Ministre des Ressources en Eau-Et de l'Énergie

TIZI-OUZOU

Exercice de simulation pour le déclenchement du plan ORSEC

Un exercice de simulation pour le déclenchement du plan Organisation des Secours (ORSEC) de wilaya, a été exécuté mardi à Tizi-Ouzou afin de tester la préparation des secours face aux risques des feux de forêt pour la saison estivale 2026.

Le directeur de la protection civile de la wilaya, le lieutenant-colonel Mohamed Akli Guebli, a indiqué que le déclenchement de ce plan de niveau wilaya a été ordonné par le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, après la saturation simulée de deux plans ORSEC communaux, à savoir ceux de Sidi Naâmane et de Tizi-Ouzou.

L'exercice qui se déroule à Sidi Naâmane et sur les hauteurs de Redjaouna (Tizi-Ouzou), simule des incendies de forêt répartis simultanément sur trois points, à savoir les villages de Boumhala et Zeboudj Kara (Sidi Naâmane), ainsi que la forêt de Harouza à Redjaouna (Tizi-Ouzou).

Le déclenchement du plan ORSEC de wilaya mobilise l'ensemble des treize modules opérant au sein du poste de commandement opérationnel (PCO), regroupant, notamment la Protection civile, l'Algérienne des eaux (ADE), le Croissant-Rouge algérien (CRA), les secteurs de l'hydraulique, de la santé et des travaux publics.

La protection civile a déployé plus de 30 engins d'intervention et plus de 130 éléments, tout en utilisant des plateformes numériques modernes pour le suivi en temps réel des interventions, a indiqué le lieutenant-colonel Mohamed Akli Guebli.

Dans une déclaration à la presse en marge de cet exercice de simulation, le directeur de la protection civile a indiqué que, pour les besoins de la lutte contre les feux de forêt, le dispositif local sera renforcé dès le 1er juillet prochain par deux colonnes mobiles.

De son côté, le conservateur des forêts de la wilaya, Moussa Haddad, a souligné que "le plan ORSEC de la wilaya est déclenché lorsque les moyens de première ligne de la conservation des forêts, d'une commune ou d'une daïra, s'avèrent insuffisants".

M. Haddad a précisé que cet exercice consiste à analyser et évaluer en temps réel toutes les ressources disponibles à l'échelle de la wilaya afin de vérifier la capacité des secours à faire face aux risques au niveau des différentes communes. A noter que le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, qui signe l'arrêt de déclenchement du plan ORSEC de wilaya, s'est rendu sur le terrain pour s'enquérir des moyens mobilisés dans le cadre de ce plan et de son actualisation et a suivi le déroulement de l'exercice de simulation.

APS

BEJAÏA

Plus de 5 milliards DA pour renforcer le réseau électrique durant l'été 2026

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Bejaïa a affecté une enveloppe de plus de 5 milliards DA pour la réalisation de plusieurs projets destinés à renforcer les réseaux de transport et de distribution de l'énergie électrique à travers les communes de la wilaya en prévision de la saison estivale 2026, a-on été informé mardi auprès de cette structure.

Cette enveloppe est destinée à la concrétisation de plusieurs opérations représentées notamment par l'installation de sept (7) transformateurs d'une capacité de 30 à 400 kV, la réalisation de sept (7) postes de haute tension ainsi que la création de cinq (5) lignes de haute tension totalisant plus de 218 km, a indiqué le directeur local de la distribution, Bachir Djebari dans un point de presse.

A cela réalisation s'ajoute la de 12 postes de moyenne et basse tension et l'installation de plus de 36 km de réseaux électriques dans plusieurs communes de la wilaya.

Par ailleurs, M. Djebari a rappelé la mise en œuvre de plusieurs opérations préventives contre les incendies de forêt, notamment des travaux d'entretien et de nettoyage des abords des réseaux électriques. Ainsi, des opérations d'élagage d'arbres ont été effectuées sur plus de 9.700 mètres jusqu'à la fin du mois d'avril dernier, tandis que des interventions supplémentaires sont prévues sur plus de 7.400 mètres au cours de l'année en cours.



Le responsable a ajouté que plus de 1.000 exploitations agricoles seront prochainement raccordées au réseau électrique, alors que plus de 1.300 autres l'ont déjà été à travers les différentes communes de la wilaya.

L'entreprise a, en outre, entamé le raccordement des zones industrielles et d'activités à l'électricité et au gaz naturel.

La zone industrielle d'El Kseur a déjà été alimentée en électricité, tandis que les

travaux de raccordement au gaz naturel de la zone d'activités de Taheracht, commune d'Akbou, affichent un taux d'avancement de 80 %.

A noter que le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya est de 90 %, tandis que le taux de raccordement à l'électricité s'élève à 93 % à ce jour, selon la même source.

APS

MILA

Lancement des travaux de réalisation du réseau d'AEP sur le site de March Supérieur

Le coup d'envoi a été donné mardi aux travaux de réalisation du réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) du site de Marche supérieur sur les hauteurs de la ville de Mila. Dans ses explications données sur site aux autorités locales, le directeur de l'hydraulique, Bouacha Benouareth, a indiqué qu'une enveloppe financière de 50 millions DA a été allouée pour les travaux d'aménagement de l'eau

potable du barrage de Béni Haroun pour l'alimentation des habitants de cette zone actuellement alimentées par des fontaines publiques.

Ce projet inscrit au programme sectoriel 2026 bénéficiera à 1.500 personnes, selon la même source qui a détaillé que les travaux projetés porteront sur la réalisation de canalisations de distribution de différents diamètres d'une longueur de 9.421 mètres linéaires

reliés à un château d'eau de 500 m3 (déjà réalisé) et un ouvrage de réduction de la pression de l'eau.

Ce projet dont le délai de réalisation a été fixé à 12 mois visant à élever le taux de couverture par le réseau d'AEP de la zone de Marche, à améliorer le cadre de vie des habitants et à assurer l'amélioration du service public de l'eau, selon les mêmes explications.

De son côté, le wali de Mila, Fayçal Amrouche a affirmé, avant de donner le coup d'envoi des travaux, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation pour réceptionner ce projet et le mettre en service dans les plus proches délais et permettre ainsi aux habitants de cette agglomération secondaire de bénéficier du service public de l'AEP.

APS

CONSTANTINE

Achèvement à 100 % du raccordement des zones d'activités à l'électricité

Les services de Sonelgaz de la wilaya de Constantine ont achevé, "depuis le début de l'année 2026", les opérations de raccordement des zones d'activités au réseau électrique, atteignant un taux de 100 %, a-on informé mardi auprès des directions de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine et d'Ali Mendjeli.

L'opération a été accompagnée par le renforcement du maillage du réseau par la réalisation de six nouvelles stations et la réalisation de 11 km de lignes électriques, en prévision de la saison estivale.

Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une journée portes ouvertes organisées par les deux directions, le directeur de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine, Larbi Boukhatem, a indiqué que "le taux de raccordement des zones d'activités à l'énergie électrique a

atteint 100 %, conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif à l'alimentation des zones isolées, des exploitations agricoles, des zones industrielles et des zones d'activités en énergie électrique et gazière».

Il a également précisé que "l'alimentation électrique des exploitations agricoles a, elle aussi, été portée à 100 %". Le même responsable a ajouté que les services de Sonelgaz ont poursuivi leurs efforts en direction des zones enclavées, où le taux de raccordement a atteint 99 % pour l'électricité et 87 % pour le gaz naturel, soulignant que les opérations de contrôle périodique des infrastructures électriques menées au cours de la même période ont concerné 484 installations, contribuant ainsi à réduire les pertes d'énergie à 6,32 %.

M. Boukhatem a également indiqué que

la station principale de distribution de Mansourah sera prochainement renforcée par un nouveau transformateur adaptable à sa capacité de 40 MW, pour atteindre 160 MW, ce qui permettra de garantir la stabilité de l'approvisionnement durant l'été 2026.

Sur un autre registre, le responsable a révélé la mise en service de 22 stations de recharge pour véhicules électriques à travers la wilaya de Constantine, dans le cadre du programme national visant la réalisation de 1000 stations.

De son côté, le directeur de distribution de l'électricité et du gaz d'Ali Mendjeli, Sofiane Boughrara, a précisé que les opérations inscrites dans le cadre du plan "été sans coupures" ont été finalisées à 100 %, comprenant la réalisation de six stations électriques en moyenne et basse tension ainsi que 11 km de lignes électriques.

Il a ajouté que Sonelgaz a adopté un plan préventif pour l'été 2026 reposant sur le renforcement des infrastructures énergétiques et la mise en œuvre de programmes d'entretien des réseaux de transport et de distribution afin d'assurer la continuité du service pendant les périodes de forte demande, ainsi que des mesures préventives de lutte contre les incendies de forêt, incluant l'aménagement de tranchées coupe-feu sur 4,8 hectares et l'élagage de 1 815 mètres linéaires d'arbres.

M. Boughrara a enfin souligné la mobilisation d'équipes d'intervention pluridisciplinaires opérant 24h/24 sur l'ensemble du territoire de compétence afin d'assurer une prise en charge rapide de toute panne éventuelle et de garantir la continuité de l'approvisionnement énergétique.

Agence

Comment OpenAI veut faire peau neuve avec la guerre

Tandis que la guerre contre l'Iran s'intensifie, une autre bataille se joue à huis clos. En quelques mois, le géant de l'intelligence artificielle OpenAI a méthodiquement investi les rouages de l'appareil sécuritaire américain, recrutant à tour de bras anciens responsables du Pentagone, du Conseil de sécurité nationale ou du Congrès. Une stratégie payante : au moment où Anthropic est brutalement écartée pour avoir refusé certains usages militaires de ses modèles, OpenAI s'engouffre dans la brèche et décroche des contrats stratégiques. Une recomposition accélérée du complexe militaro-technologique se dessine, où la frontière entre innovation civile et machine de guerre devient chaque jour plus poreuse.

Bien avant que ne s'imposent, dans le débat public, les inquiétudes liées à l'usage de l'intelligence artificielle sur les théâtres de guerre – notamment son rôle dans les pertes civiles lors du conflit iranien –, OpenAI s'était déjà engagée, à bas bruit, dans une stratégie d'ancrage au sein de l'appareil de sécurité nationale américain, avec en ligne de mire les perspectives offertes par la guerre algorithmique.

Cette stratégie s'est traduite par le recrutement d'une douzaine de figures issues des cercles du pouvoir, républicains comme démocrates, cumulant des décennies d'expérience dans les institutions de sécurité nationale, mais aussi par la conclusion d'un partenariat avec un grand contractant militaire lié à l'entourage de Donald Trump. Ces profils, qui avaient auparavant contribué à façonner la politique de défense des États-Unis, se retrouvent désormais en position d'accompagner l'entreprise dans la captation des budgets militaires colossaux débloqués par l'administration Trump – en dépit des dilemmes éthiques soulevés. Pour rentabiliser ses investissements colossaux, Open AI mobilise un levier d'influence bien connu : le système des « portes coulissantes » privé et public. Les effets de cette stratégie ne se sont pas fait attendre. Le mois dernier, l'un de ces recrutements aurait permis à OpenAI de décrocher, en quelques heures à peine, un contrat de défense de 200 millions de dollars, au moment même où la Maison-Blanche mettait à l'écart la société concurrente Anthropic, réticente face à l'usage de ses technologies à des fins de surveillance ou d'armement automatisé.

Le tournant semble amorcé dès janvier 2024. À cette date, l'entreprise modifie discrètement ses règles d'utilisation, supprimant une interdiction de longue date portant sur l'usage de ses modèles d'IA avancés à des fins « militaires et guerrières ». À l'époque, son agent conversationnel ChatGPT, sous la direction de Sam Altman, domine largement le secteur avec plus de 100 millions d'utilisateurs hebdomadaires, qui s'en servent pour des usages variés – rédaction, recherche, organisation ou conseil. Certains observateurs attentifs relèvent rapidement cette inflexion. L'entreprise minimise d'abord la portée du changement, évoquant une simple clarification destinée à rendre ses règles plus lisibles. Elle explique vouloir établir « un ensemble de principes universels faciles à mémoriser et à appliquer ». Mais interrogée plus avant, elle reconnaît viser des « cas d'usage relevant de la sécurité nationale ».

Les modalités concrètes de cette intégration au complexe militaro-industriel restent alors floues. Pourtant, les choix internes de l'entreprise éclairent rapidement ses intentions : une campagne de recrutements ciblés est lancée, destinée à renforcer ses liens avec le Department of Defense en attirant des profils directement issus des sphères décisionnelles.

Cette évolution intervient dans un contexte où l'usage militaire de l'intelligence artificielle suscite des inquiétudes croissantes, notamment depuis la guerre à Gaza, au cours de laquelle l'armée israélienne a eu re-

cours à ces technologies pour définir des cibles de bombardement et établir des listes d'individus à éliminer.

Comme nombre d'entreprises du secteur, OpenAI fait face à un déséquilibre financier structurel : ses investissements, qui se chiffrent en milliards, dépassent largement ses revenus. Le virage opéré en 2024 vers les applications militaires apparaît dès lors comme une tentative de sécuriser des financements massifs via les contrats du Pentagone, suivant une trajectoire déjà empruntée par plusieurs géants de la Silicon Valley. Pour maximiser ses chances, l'entreprise mobilise un levier d'influence bien connu à Washington : le système des « portes coulissantes » entre secteur public et privé.

Vague de recrutements sans précédent

Dès le début de l'année 2024, OpenAI multiplie les embauches de profils issus de tous les horizons politiques, passés par le Capitole, le Conseil de sécurité nationale, le ministère de la Défense ou d'autres composantes de l'appareil sécuritaire.

En février 2024, soit à peine un mois après la levée de l'interdiction des usages militaires, l'entreprise recrute Katrina Mulligan comme responsable des partenariats en matière de sécurité nationale. Sa mission : « structurer les accords avec le Département de la Défense et les clients relevant de ce secteur ». Elle occupait auparavant des fonctions au sein de l'administration Biden, auprès de hauts responsables du Pentagone. Elle a notamment fait partie de l'équipe consultant le secrétaire adjoint à la Défense chargé de opérations spéciales et des conflits de basse intensité (SO/LIC). Peu connu du grand public, ce poste civil est pourtant central dans l'architecture militaire américaine, puisqu'il supervise le United States Special Operations Command. Selon le journaliste spécialisé Seth Harp, le supérieur de Mulligan à ce poste occupait « la position la plus élevée au sein de la structure militaire clandestine mise en place après le 11 septembre pour mener des assassinats et des enlèvements à travers le monde ». D'après lui, ces connexions pourraient s'avérer précieuses si OpenAI cherche à accéder aux financements issus du « budget noir » des opérations spéciales – ces crédits classifiés dédiés aux activités les plus sensibles. « Il y a beaucoup d'argent à gagner là-dedans », résume-t-il.

Quatre mois plus tard, en juin 2024, l'entreprise annonce une nouvelle recrue de premier plan : le général Paul Nakasone rejoint son conseil d'administration. Ancien directeur de la National Security Agency (NSA) et commandant du US Cyber Command entre 2018 et 2024, cet officier quatre étoiles a occupé deux des postes les plus stratégiques de l'appareil sécuritaire américain. OpenAI affirme que sa présence permettra d'éclairer ses « décisions critiques en matière de sécurité ».

La dynamique se poursuit durant l'été. En août 2024, l'entreprise recrute Morgan Dwyer et Benjamin Schwartz, deux responsables de l'administration Biden impliqués dans la mise en œuvre du CHIPS and Science Act de 2022 – programme de subventions publiques de plusieurs milliards de dollars destiné à soutenir la production de

semi-conducteurs aux États-Unis, y compris pour des applications militaires.

Officiellement recrutés pour piloter le développement des centres de données et des infrastructures, Morgan Dwyer et Benjamin Schwartz n'en restent pas moins des produits typiques de l'appareil sécuritaire américain. Dwyer, notamment, a été le principal collaborateur civil chargé de superviser la recherche militaire et les technologies de pointe, dont l'intelligence artificielle. Schwartz, pour sa part, a longtemps conseillé le bureau du secrétaire à la Défense sous l'administration Barack Obama, notamment sur les questions de terrorisme et de politique sud-asiatique.

Ce même mois d'août 2024, OpenAI recrute Sasha Baker à la tête de sa politique de sécurité nationale. Ancienne conseillère de la sénatrice Elizabeth Warren, passée également par le cabinet du secrétaire à la Défense Ashton Carter, elle a occupé des fonctions de premier plan à la fois au Conseil de sécurité nationale et au ministère de la Défense sous Joe Biden.

Dans les mois suivants, deux autres membres de l'administration Biden rejoignent l'entreprise : une ancienne porte-parole adjointe du Conseil de sécurité nationale et un ancien collaborateur du bureau chargé de la sécurité indo-pacifique au Pentagone. Mais cette politique de recrutement ne se limite pas au camp démocrate. OpenAI s'emploie aussi à consolider ses relais du côté républicain.

En avril 2024, l'entreprise engage Matt Rimkunas, ancien directeur législatif et chef de cabinet adjoint du sénateur Lindsey Graham, pour diriger ses affaires fédérales. Quelques mois plus tard, elle recrute également Meghan Dorn, elle aussi issue de l'équipe de Graham. Tous deux sont enregistrés comme lobbyistes pour le compte d'OpenAI.

Si leur expérience de l'exécutif reste limitée, leur proximité avec l'un des sénateurs les plus interventionnistes de Washington – par ailleurs figure centrale des arbitrages budgétaires – a sans doute contribué à renforcer leur influence.

Appuis au sommet

En juin 2025, OpenAI franchit un nouveau cap en annonçant l'un de ses premiers grands projets dans l'industrie de défense. L'entreprise révèle un partenariat avec Anduril, société spécialisée dans les technologies militaires et soutenue par Peter Thiel, afin de « renforcer les systèmes de défense protégeant les forces américaines et alliées contre les attaques de drones ».

Anduril a immensément bénéficié de ses connexions avec l'entourage de Donald Trump. Son fondateur, Palmer Luckey, est notamment lié à l'ancien candidat au poste de ministre de la Justice Matt Gaetz. Au-delà des retombées financières, ce partenariat offre à Sam Altman l'occasion de se rapprocher de l'écosystème conservateur de la tech, en plein essor depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche, aux côtés de figures de la Silicon Valley.

L'intégration d'OpenAI au dispositif sécuritaire de Washington s'accélère encore en 2025. En juin, l'entreprise obtient un contrat de 200 millions de dollars avec le Depart-

ment of Defense, portant sur la fourniture de capacités d'intelligence artificielle « tant pour les opérations de combat que pour les fonctions internes ».

Le mois suivant, la société poursuit ses recrutements ciblés

En juillet 2025, elle nomme Joseph Larson au poste de « responsable des affaires gouvernementales ». Ancien cadre d'Anduril et ex-responsable adjoint des questions numériques et d'intelligence artificielle au Pentagone, Larson est salué pour son rôle dans la promotion d'une IA « responsable » au service de la sécurité nationale. Il reçoit en 2026 une distinction du secteur des contrats publics. Ses réseaux s'avèrent rapidement décisifs pour l'entreprise.

OpenAI accueille également dans son cercle de conseillers l'ancienne sénatrice de Californie Laphonza Butler, membre de la commission de la sécurité intérieure. Dans le même temps, les mouvements de « portes coulissantes » s'opèrent dans l'autre sens : le Pentagone recrute deux dirigeants d'OpenAI – Kevin Weil et Bob McGrew – comme officiers de réserve au sein d'une unité d'innovation de l'armée, afin de mettre leur expertise technologique au service de l'institution militaire. Aucun des deux n'est tenu de se retirer des discussions contractuelles entre OpenAI et le ministère.

Dans les mois qui suivent, l'entreprise renforce encore ses équipes avec Connie La-Rossa, ancienne responsable des relations législatives au Département de la sécurité intérieure et au Pentagone. Elle a également travaillé pour Google, ainsi que pour une filiale du groupe d'armement General Dynamics.

Parallèlement, OpenAI recrute un ancien conseiller du ministère de la Justice sur les questions de sécurité nationale et un ancien responsable de la communication du bureau chargé de la recherche et de l'ingénierie au Pentagone. Au bon endroit, au bon moment. Malgré cette offensive tous azimuts, les technologies d'OpenAI ne constituaient pas, au début de la guerre contre l'Iran, la solution privilégiée du Pentagone. Celui-ci avait initialement confié un contrat majeur de 200 millions de dollars à Anthropic.

Mais la situation évolue rapidement. Face aux réticences d'Anthropic à voir ses modèles utilisés à des fins militaires sans garanties suffisantes, l'administration Trump se détourne de l'entreprise. OpenAI saisit l'opportunité et décroche à son tour un contrat équivalent.

L'accord aurait été conclu sous l'impulsion de Joseph Larson, que le Pentagone sollicite lorsque les négociations avec Anthropic s'enlisent.

L'usage de l'intelligence artificielle dans la guerre contre l'Iran a suscité de récentes controverses aux États-Unis même. Le ministère de la Défense refuse notamment de préciser si ces technologies ont été mobilisées lors du bombardement, le 28 février, d'une école primaire de filles en Iran, qui a causé la mort de 175 personnes – dont une très grande majorité d'enfants.

Source: LVSL.fr; publié le 5/04/2026

Article originellement publié par Jacobin sous le titre « OpenAI Is Bleeding Cash. Its Solution? Military Contracts ».

FORUM ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL DE
SAINT-PÉTERSBOURG
**L'Arabie saoudite,
invitée officielle du
SPIEF 2026**

Le Royaume d'Arabie saoudite sera le pays invité officiel du PME-2026, en présentant l'une des plus grandes expositions nationales du Forum. La délégation du Royaume sera dirigée par le Ministre de l'Énergie, Son Altesse Royale le Prince Abdulaziz ben Salman Al Saoud. Elle comprendra le Ministre de l'Industrie et des Ressources minières Bandar ben Ibrahim Al-Khorayef, le Ministre des Transports et de la Logistique Saleh bin Nasser Al-Jasser, ainsi qu'environ 200 représentants de ministères clés, d'organismes publics, d'instituts de développement et de grandes entreprises saoudiennes. L'élément central de la participation sera un pavillon national de 400 mètres carrés, qui réunira les expositions du Ministère de l'Énergie, du Ministère de l'Investissement, du Ministère de l'Environnement, des Ressources en eau et de l'Agriculture, du programme « Made in Saudi Arabia », ainsi que les stands des principales entreprises saoudiennes, dont Saudi Aramco. L'exposition sera consacrée à la transformation socio-économique du Royaume dans le cadre de la stratégie Vision 2030.

L'un des événements majeurs du programme sera le dialogue d'affaires « Russie – Arabie saoudite », consacré au développement de la coopération dans les domaines des investissements, de l'industrie, de l'énergie, des transports et de la logistique, ainsi que de l'agro-industrie. Des représentants des ministères et organisations compétents des deux pays y participeront. Les représentants saoudiens interviendront également en tant qu'orateurs lors des sessions thématiques du Forum consacrées à l'énergie, à l'industrie, aux investissements, à la sécurité alimentaire, au commerce international et au développement technologique. La participation de l'Arabie saoudite en tant que pays invité du PME-2026 souligne le haut niveau des relations bilatérales et la volonté des deux parties d'élargir davantage leur coopération commerciale, économique et d'investissement.

Agence

MAURITANIE

Un soutien américain se profile pour le financement de la 1^{ère} mine d'uranium

Budgétisé à 230 millions USD, le projet Tiris pourrait devenir la première mine d'uranium de Mauritanie et la première nouvelle mine développée dans le pays en vingt ans. Avant de lancer le chantier, Aura Energy doit cependant, encore sécuriser les financements nécessaires.

Par Rédaction économique

Après plusieurs mois d'attente, Aura Energy commence à lever le voile sur le financement de son projet Tiris, appelé à devenir la première mine d'uranium de Mauritanie. Mardi 2 juin, la société australienne a annoncé des négociations avec l'U.S. International Development Finance Corporation (DFC) pour un prêt pouvant atteindre 170 millions USD, tout en indiquant qu'une autre entité américaine pourrait aussi contribuer au projet.

Dans sa recherche de financements, Aura Energy évoque depuis plusieurs années en effet, le soutien potentiel d'une « banque de développement occidentale » dont l'identité n'avait jusque-là jamais été dévoilée. Les discussions annoncées avec la DFC apportent ainsi un premier éclairage sur cette démarche et sur l'architecture financière envisagée pour Tiris.

L'identité du second acteur américain reste

en revanche inconnue. Décrit comme un « fonds d'investissement américain », celui-ci a soumis à la compagnie une proposition non contraignante en vue d'une participation au financement.

Aura Energy a également annoncé la signature d'un protocole d'accord avec un « investisseur stratégique potentiel » portant sur une prise de participation au capital du projet. Ni l'identité de cet investisseur ni le montant envisagé n'ont toutefois été précisés. Ensemble, ces avancées pourraient contribuer à rapprocher la compagnie de son objectif de lancer la construction de la mine d'ici fin 2026.

D'un coût estimé à 230 millions USD, Tiris devrait produire en moyenne 2 millions de livres d'uranium par an, avec un potentiel d'extension à 3,5 millions de livres. Une étude de faisabilité définitive (DFS), attendue en septembre, devrait permettre d'affiner ces paramètres.

« Nous nous réjouissons de pouvoir infor-

mer régulièrement nos actionnaires sur l'avancement du projet, en vue de la publication de l'étude de faisabilité bancaire en septembre 2026 et de la décision finale d'investissement d'ici la fin de l'année », a déclaré Phil Mitchell, président exécutif d'Aura Energy.

L'évolution de ces différentes initiatives sera particulièrement suivie aux États-Unis, où l'uranium a récemment été réintégré à la liste nationale des minéraux critiques dans un contexte de regain d'intérêt pour le nucléaire civil. Cette orientation renforce l'enjeu de sécurisation de nouvelles sources d'approvisionnement pour un minerai indispensable à l'alimentation des réacteurs.

Pour la Mauritanie, une avancée concrète s'avérerait également importante dans la dynamique de diversification d'un secteur minier encore largement dominé par le fer et l'or. En vertu de la convention minière signée en 2023, l'État mauritanien pourrait détenir jusqu'à 20 % de la future mine.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE EN TUNISIE

Vers une stratégie nationale pour accélérer la transition numérique

Les consultations nationales relatives à l'élaboration de la stratégie nationale de commerce électronique en Tunisie pour la période 2027-2031 ont démarré, mardi à Tunis, avec la participation des différents intervenants des secteurs public et privé, des organisations professionnelles, des experts et des partenaires internationaux.

Ces consultations, s'étalant sur trois jours, visent selon les organisateurs à impliquer l'ensemble des parties prenantes dans la détermination des priorités pour le développement du commerce électronique en Tunisie, à travers le renforcement de la confiance dans les transactions numériques, la protection du consom-

mateur, la régulation du marché, ainsi que par la facilitation du paiement électronique. Elles visent également à appuyer les entreprises tunisiennes, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), pour tirer profit des opportunités offertes par l'économie numérique et renforcer leur accès aux marchés locaux et internationaux.

A cette occasion, le directeur du développement du commerce électronique et de l'économie immatérielle au ministère du Commerce et du Développement des exportations, Khbab El Hadhri, a souligné l'importance de ces consultations, qui bénéficient du soutien technique de la Conférence des Nations Unies sur le

commerce et le développement (CNUCED) et du Secrétariat d'État suisse à l'économie, témoignant ainsi de la solidité de la coopération internationale dans l'accompagnement de la Tunisie vers l'édification d'une économie numérique moderne et compétitive.

El Hadhri a, à cet égard, ajouté que la future stratégie constituera une feuille de route nationale pour les cinq prochaines années, afin de mettre en place un écosystème de commerce électronique plus efficace, inclusif et compétitif, ce qui est de nature à soutenir l'investissement et l'exportation et à contribuer à la création d'emplois.

Selon la même source, le succès de

cette stratégie demeure tributaire de l'adhésion de tous les intervenants, soulignant que le commerce électronique est devenu aujourd'hui un levier essentiel pour soutenir la croissance économique et consolider le positionnement de la Tunisie au sein de l'économie numérique régionale et internationale.

Pour sa part, le directeur de programme à la CNUCED, Fayçal Bellaïd, a considéré que le commerce électronique est désormais une réalité économique incontournable, compte tenu des opportunités qu'il offre aux entreprises, notamment les PME, pour accéder aux marchés extérieurs.

Agence

EGYPTE

Eni signe sa plus importante découverte de gaz dans le désert occidental

Le mois dernier, la compagnie italienne avait déjà annoncé une découverte jugée importante au large de l'Égypte, entretenant l'espoir des autorités de relancer une production gazière en déclin et de réduire la dépendance du pays aux importations.

Eni a trouvé un nouveau gisement majeur de gaz en Égypte. L'information a été annoncée par le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minières qui évoque la plus importante trouvaille énergétique de la coentreprise Agiba, formée par Eni et la compagnie publique égyptienne EGPC, depuis quinze ans. La découverte a été réalisée dans le désert occidental, au sud-ouest du Caire, grâce au puits d'exploration Bostan-1X, foré par l'Egyptian Drilling Company.

Selon le ministère, le gisement renfermerait environ 330 milliards de pieds cubes de gaz et 10 millions de barils de condensats et de pétrole. Situé à seulement dix kilomètres d'infrastructures existantes, il pourra être raccordé rapidement au réseau, sans coûts supplémentaires. Une source informée, citée par Upstream, décrit cependant Bostan-1X comme « une grande découverte pour le désert occidental, mais pas une grande découverte en soi ».

Un pays qui lutte contre le déclin de sa production

Cette découverte survient alors que l'Égypte traverse une crise énergétique profonde, liée au déclin de sa production

gazière. Le gisement de Zohr qui fournissait à lui seul 40 % du gaz national, a vu sa production fondre de moitié en quatre ans. En cause, l'infiltration d'eau dans le réservoir et la chute de pression, deux phénomènes qui ont contraint l'opérateur à plafonner l'extraction pour éviter un effondrement du champ.

Ce recul a pesé sur l'approvisionnement national.

Après avoir atteint l'autosuffisance en 2018, l'Égypte a dû renouer avec les importations dès l'été 2024. Le pays affichait alors un déficit estimé à 2,5 milliards de pieds cubes de gaz par jour durant l'été 2025, devenant le premier importateur net de la région.

Pour inverser la tendance, le gouvernement multiplie les efforts. En août 2025,

le Premier ministre Mostafa Madbouly a fixé un objectif de production de 6,6 milliards de pieds cubes par jour d'ici 2027, contre 4,1 milliards actuellement. Le pays prévoit de forer plus de 100 puits d'exploration cette année.

La découverte de Bostan-1X s'inscrit précisément dans cette stratégie. Le ministère égyptien y voit la preuve que ses mesures incitatives, destinées à pousser les partenaires étrangers à explorer près des champs existants, portent leurs fruits. Eni est active en Égypte de longue date et en avril dernier, le groupe avait déjà annoncé une découverte clé en mer Méditerranée, estimée à 2000 milliards de pieds cubes de gaz et 130 millions de barils de condensats.

MINÉRAIS CRITIQUES

Le cuivre, principal moteur des investissements en Afrique depuis 2016

Face aux besoins croissants de la transition énergétique, la sécurisation de nouvelles sources de minéraux critiques devient une priorité mondiale. Cela vaut particulièrement pour le cuivre, métal clé de l'électrification, pour lequel un déficit de 30 % de l'offre est prévu d'ici 2035.

Synthèse Rédaction économique

En Afrique, le cuivre a concentré l'essentiel des dépenses engagées dans les nouveaux projets de minéraux critiques au cours de la dernière décennie, selon le rapport « World Energy Investment 2026 » publié le vendredi 29 mai par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette dynamique intervenue sur fond de hausse des investissements dans le secteur, a été particulièrement marquée en République démocratique du Congo (RDC) et en Zambie, principaux producteurs du métal rouge du continent.

Le document fait en effet état d'un doublement des investissements dans les projets de minerais critiques dits « greenfield », c'est-à-dire ceux développés sur des sites où aucune infrastructure opérationnelle n'existait auparavant. D'environ 3,5 milliards USD en 2016, ces dépenses ont dépassé 7 milliards USD en 2024, la filière cuprifère concentrant à elle seule plus de 90 % de cette croissance.

L'AIE ne détaille toutefois pas les facteurs spécifiques à l'origine de cette dynamique ni les exemples précis illustrant l'intensification des investissements dans le cuivre. Elle s'inscrit néanmoins dans un contexte mar-

qué par un consensus autour d'un risque de déficit structurel du cuivre, sur fond d'essor de la transition énergétique et de développement de l'intelligence artificielle. L'an dernier, l'AIE évoquait même un déficit d'approvisionnement pouvant atteindre 30 % d'ici 2035. Une situation qui pousse depuis quelques années les opérateurs à accélérer le développement de nouveaux projets susceptibles d'augmenter les volumes disponibles sur le marché.

En RDC par exemple, le canadien Ivanhoe Mines et son partenaire chinois Zijin Mining ont lancé en 2021 la mine Kamao-Kakula, mobilisant plusieurs milliards de dollars d'investissements, y compris pour ses extensions successives. Les dépenses s'accroissent aussi dans d'autres pays émergents, notamment en Angola où la mise en service d'une première mine industrielle de cuivre a été annoncée en 2025, mais aussi au Botswana et en Namibie. Le Maroc est également cité dans le rapport comme une destination d'investissements sur ce segment.

Une région plus que jamais sous le feu des projecteurs...

Globalement, ces différentes lectures témoignent de l'intérêt croissant suscité par

l'Afrique dans les débats liés à l'approvisionnement mondial en minéraux critiques. Le document rapporte d'ailleurs une progression de la part du continent dans les dépenses mondiales consacrées à ces minerais, passée de 14 % à 19 % sur la décennie étudiée. Il faut dire que la région concentre d'après les estimations environ 30 % des réserves mondiales de ces ressources stratégiques, allant du cuivre aux terres rares, en passant par le lithium, le graphite et le nickel. Un potentiel important et diversifié susceptible de renforcer davantage son attractivité d'ici les prochaines années. Cette perspective est encore plus soutenue avec les récentes évolutions observées sur certains segments, notamment celui des terres rares. Plusieurs projets visant à produire ces métaux essentiels aux batteries de véhicules électriques et aux éoliennes émergent un peu partout sur le continent, notamment au Malawi (Kangankunde, Songwe Hill, Kasiya), en Angola (Longonjo) ou encore en Tanzanie (Ngualla). Une tendance similaire s'observe dans la filière graphite, dans un contexte marqué par la volonté des puissances occidentales de réduire leur dépendance à l'offre dominante chinoise sur ces marchés.

ZAMBIE

Le pays prépare le déploiement de 156 centrales solaires de 2 MW

Alors que les grands projets solaires se multiplient dans le pays, la Zambie prépare le déploiement d'un programme reposant sur des centrales de plus petite taille réparties sur l'ensemble du territoire.

La Zambie poursuit le développement de ses capacités solaires à travers un programme décentralisé de grande ampleur. Dans un communiqué publié jeudi 28 mai, le ministère du Gouvernement local et du Développement rural a annoncé l'achèvement du processus d'attribution des marchés pour la construction de centrales solaires de 2 MW dans chacune des 156 cir-

conscriptions du pays. Baptisée Presidential Constituency Energy Initiative (PCEI), cette initiative prévoit le déploiement d'une capacité totale de 312 MW pour un investissement estimé à 232 millions de dollars. « Cette évolution fait suite à l'annonce faite fin 2025 par Son Excellence le Président Hakainde Hichilema d'investir dans les infrastructures d'énergies renouvelables afin de renforcer la sécurité énergétique nationale grâce à une production d'électricité décentralisée », a déclaré le secrétaire permanent des services techniques du ministère des Collectivités locales et du Développement rural, Nicholas Phiri.

Un modèle complémentaire aux grands projets solaires

Cette initiative se distingue des projets qui dominent actuellement l'actualité énergétique zambienne. Ces derniers mois, le pays a surtout accéléré le développement de centrales de grande capacité. Début mai, Copperbelt Energy Corporation a mis en service Itimpi II, une centrale solaire de 136 MW présentée comme la plus grande du pays. D'autres installations sont également en cours, notamment une centrale de 250 MWp avec stockage développée par Globeleq près de

Lusaka, un projet de 118 MWp porté par Goldenray Energy ainsi que plusieurs centrales de 100 MW soutenues par ZESCO.

Le programme PCEI repose sur une logique différente. Plutôt que de concentrer la production sur quelques sites, il prévoit un maillage national de petites centrales réparties dans toutes les circonscriptions. Les autorités présentent également le projet comme un outil de décentralisation économique, les conseils locaux étant appelés à devenir bénéficiaires des revenus générés par la vente de l'électricité au réseau national.

R E.

ZIMBABWE

Le coût de construction de la future mine d'or Dokwe porté à 164 millions USD

Dans une filière aurifère zimbabwéenne largement dominée par les mineurs artisanaux et à petite échelle, le projet Dokwe s'annonce comme un renfort au segment industriel. Son opérateur Ariana Resources y accélère les travaux en vue de la phase de construction, sur fond de prix élevés de l'or. Au Zimbabwe, il faudra désormais 164 millions USD pour construire la future mine d'or Dokwe, selon l'étude de pré-faisabilité (PFS) révisée publiée mardi 26 mai par son opérateur britannique Ariana Resources. L'objectif est de doter le pays d'un nouvel actif capable de livrer

jusqu'à 100 000 onces d'or par an une fois pleinement opérationnel. Dans le détail, cet investissement dépasse largement les 82 millions USD estimés dans la précédente étude publiée en 2022. Prévu pour être récupéré un an après la mise en service, il servira notamment au développement d'une usine capable de traiter jusqu'à 2,5 millions de tonnes de minerai par an. Sur cette base, Ariana prévoit une phase initiale d'exploitation de 12 ans, avec une production annuelle moyenne d'environ 80 000 onces, suivie d'une phase de traitement des stocks sur huit ans, durant laquelle les

volumes devraient retomber autour de 20 000 onces par an. Avec un prix consensuel de l'or fixé à 4 250 USD l'once, la valeur actuelle nette (VAN) après impôt du projet ressort à 740 millions USD, tandis que le taux de rendement interne (TRI) atteint 92 %. À travers ces paramètres, la compagnie estime avoir consolidé progressivement le profil économique de la future mine. Ils serviront d'ailleurs de base à une étude de faisabilité définitive (DFS) attendue au premier trimestre 2027. Doté d'un niveau de confiance supérieur à celui d'une PFS, ce document devrait préciser les para-

mètres économiques finaux du projet, avec la possibilité de réviser au passage le coût de construction ou encore les niveaux de production envisagés. Un axe essentiel déjà engagé concerne l'optimisation du potentiel de Dokwe, à travers la conversion progressive des ressources disponibles en réserves supplémentaires pour la future mine. Des travaux d'exploration sont en cours afin de soutenir cet objectif. Au-delà de ces avancées, la concrétisation du projet passera également par la sécurisation des permis miniers nécessaires auprès du gouvernement.

R E.

KENYA

Un plan d'investissement de 39 millions \$ annoncé au profit de l'élevage

À Kenya, l'élevage représente environ 40 % du PIB agricole et 12 % du PIB national. Le gouvernement qui entend renforcer la performance du secteur, cherche à mettre en place un cadre plus favorable à son développement.

Au Kenya, le gouvernement prévoit la mise en œuvre d'un programme d'investissement de 5 milliards de shillings (38,6 millions \$) destiné à soutenir et moderniser le secteur de l'élevage. C'est ce qu'a révélé le président William Samoei Ruto le lundi 1er juin lors d'un déplacement dans le comté de Wajir, dans le nord du pays.

Selon un communiqué publié par le ministère de l'Agriculture, les interventions visent principalement les communautés pastorales vivant dans les zones arides et semi-arides (ASALs). L'ambition affichée est d'améliorer la productivité, de renforcer l'accès aux marchés et d'accroître les revenus de plus de 350 000 éleveurs répartis dans 21 comtés ASALs.

Une structuration de l'investissement au niveau des comtés

Au centre du dispositif se trouve la création de County Livestock Investment Companies, des structures établies au niveau des comtés et chargées d'organiser les éleveurs. Selon les autorités, ces entités auront pour rôle de faciliter l'accès des producteurs au financement, à l'assurance, aux marchés ainsi qu'aux activités de transformation à valeur ajoutée. Si, pour l'heure, les détails concernant le démarrage des activités et le calendrier de programmation ne sont pas encore révélés, cette démarche suggère une volonté de Nairobi de renforcer la base de production du secteur de l'élevage. « Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à positionner le Kenya comme un hub régional de production et de commerce du bétail, tout en augmentant les exportations de viande, de produits laitiers et de cuir », souligne le communiqué.

Agence

POINT-MARCHÉS

La nervosité gagne les Bourses européennes

Les marchés actions européens évoluent en baisse mercredi, les investisseurs restant préoccupés par l'escalade des tensions au Moyen-Orient et par les signes croissants de ralentissement de l'économie mondiale. Peu après 10h30, le CAC 40 se replie de 0,29% à 8 181 points et l'Euro Stoxx 50 de 0,36%. Francfort recule de 0,75%.

R I/Agence

Le regain des tensions dans le golfe Persique continue de soutenir l'aversion au risque après de nouveaux affrontements entre les Etats-Unis et l'Iran. Selon Washington, Téhéran a tiré des missiles balistiques contre des bases américaines à Bahreïn et au Koweït, tandis que l'armée américaine affirme avoir frappé des installations militaires iraniennes et neutralisé un pétrolier qui tentait de forcer le blocus imposé aux ports iraniens. L'aéroport international du Koweït a par ailleurs été touché par des drones iraniens, selon les autorités locales, faisant plusieurs blessés et entraînant la suspension temporaire du trafic aérien. Les tensions géopolitiques alimentent les craintes concernant l'approvisionnement énergétique mondial et leurs répercussions sur l'activité économique. Dans son dernier rapport trimestriel, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a ainsi abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour 2026, estimant que la hausse des prix de l'énergie et des engrais pourrait peser durablement sur l'économie mondiale. Sur le front des matières premières, le Brent avance de plus de 2% à 98,30 dollars. Par ailleurs, l'administration Trump a proposé l'instauration de droits de

douane d'au moins 10% sur les importations en provenance de 60 partenaires commerciaux à l'issue d'une enquête sur le travail forcé, une mesure susceptible de raviver les tensions commerciales et d'alimenter les inquiétudes des marchés concernant les perspectives de croissance mondiale. Les dernières enquêtes d'activité publiées mercredi confirment par ailleurs le ralentissement observé en Europe. En France, l'activité du secteur privé des services s'est contractée en mai à son rythme le plus marqué depuis cinq ans et demi. L'indice PMI définitif des services, publié par S&P Global et HCOB, est ressorti à 44,3 points, contre 46,5 en avril. Les entreprises interrogées évoquent notamment une demande atone et une hausse des coûts dans un contexte marqué par la guerre en Iran. La situation demeure également fragile à l'échelle de la zone euro. L'indice PMI composite HCOB, compilé par S&P Global, s'est établi à 48,5 points en mai, contre 48,8 en avril. Toujours inférieur au seuil de 50 points qui sépare expansion et contraction de l'activité, l'indicateur signale une baisse modérée de l'activité économique, dont le rythme est le plus marqué depuis un an et demi. Les investisseurs attendent désormais la publication du Livre beige de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui fournira un nouvel aperçu de la conjoncture économique aux Etats-Unis avant la pro-

chaine réunion de politique monétaire de la banque centrale, prévue les 16 et 17 juin.

Des valeurs en mouvement

Dans l'actualité des entreprises, Inditex (5%) brille à Madrid dans le sillage d'une publication trimestrielle robuste. A Paris, Air France-KLM (0,57%) a de son côté déclaré que ses compagnies Air France, KLM et Transavia seraient en mesure d'assurer le transport de l'ensemble de leurs clients durant la saison estivale.

Nanobiotix (-1,28%) a indiqué que son augmentation de capital lui permettait de prolonger sa visibilité financière jusqu'en 2029. Air Liquide (1,28%) a annoncé un investissement de 200 millions d'euros en Corée du Sud afin d'accompagner SK hynix dans la production de puces mémoire destinées aux applications d'intelligence artificielle, tandis qu'Inditex, propriétaire de Zara, a fait état d'une accélération de la croissance de ses ventes en mai malgré un environnement économique difficile. Sur le marché des changes, l'euro fléchit de 0,08% à 1,1611 dollar.

PORTÉE PAR LA TECH

Wall Street termine en légère hausse

La Bourse de New York a fini en légère hausse mardi, alors que l'appétit pour le risque alimenté par l'intelligence artificielle a contrebalancé les tensions liées aux négociations visant à mettre fin au conflit entre les Etats-Unis et l'Iran. L'indice Dow Jones a gagné 0,45%, ou 228,91 points, à 51.307,79 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 9,82 points, soit 0,13% à 7.609,78 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 7,09 points, soit 0,03% à 27.093,901 points. Les gains enregistrés par les onze principaux secteurs du S&P 500 lui ont permis, ainsi qu'au Dow Jones, de rester dans le vert, tandis que le Nasdaq a terminé la session sans grand changement. Les petites capitalisations ont été les principales bénéficiaires de l'enthousiasme pour les valeurs liées à l'IA. "A première vue, le marché semble plutôt calme, mais il se passe beaucoup de choses en coulisses, et c'est ce qui caractérise en

grande partie cette année", a déclaré Mike Dickson, responsable de la gestion de portefeuille chez Horizon Investments. "On observe une dispersion considérable dans l'ensemble de l'écosystème des infrastructures d'IA." "Les marchés pourraient connaître l'un de ces rallyes effrénés, où la dynamique continue de l'emporter", a-t-il ajouté. "Je ne serais pas du tout surpris de voir les cours nettement plus élevés d'ici la fin de l'été." Par ailleurs, la guerre en Iran a fait flamber les prix du pétrole, ce qui a ravivé les craintes d'inflation et renforcé la probabilité de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) relever ses taux d'intérêt d'ici la fin de l'année. La publication de l'enquête "Jolts" (Job Openings and Labor Turnover Survey) du département du Travail a montré que le nombre d'offres d'emploi aux Etats-Unis a progressé plus fortement que prévu en avril.

R I.

RATTRAPÉE PAR LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

La Bourse de Paris en repli prudent

La Bourse de Paris se replie mercredi, les investisseurs misant sur la prudence, rattrapés par les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient (pétrole, inflation, taux). Vers 11H00, l'indice CAC 40 perdait 22,27 points (-0,27%) à 8.186,15 points. La veille, le panier des 40 principales valeurs boursières françaises a progressé de 0,77%, en hausse de 62,50 points, clôturant à 8.209,09 points. Comme les autres places boursières mondiales, Paris avait regardé mardi

du côté des espoirs de l'intelligence artificielle (IA) plutôt que vers le Moyen-Orient, où le bruit des armes éclipsait l'espoir d'un accord de paix rapide. Tout autre est l'ambiance mercredi "alors que le pétrole progressait pour la troisième séance consécutive après des échanges de tirs entre les Etats-Unis et l'Iran, sur fond de tensions croissantes", a résumé Neil Wilson, analyste de la plate-forme d'investissements Saxo. Vers 10H30, le pétrole Brent de la mer du nord se rapprochait de nouveau du seuil des 100 dollars (98,27,

+2,36%), tout comme le WTI américain (96,14 dollars +2,54%). "Les droits de douane refont à nouveau surface", a ajouté Neil Wilson, en rappelant que "le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a proposé de nouveaux droits de douane d'au moins 10% sur les importations en provenance de 60 partenaires commerciaux, dont le Canada, le Mexique, l'UE, Taiwan et le Royaume-Uni". Le marché parisien intègre également l'accélération de l'inflation dans la zone euro (+3,2% en mai sur un an), qui va conduire la Banque cen-

trale européenne (BCE) à relever ses taux de 2 à 2,25% la semaine prochaine, de l'avis général des analystes.

Soitec en tête

Au sein du CAC 40, le titre de STMicroelectronics reculait légèrement (-0,26%), en raison de prises de bénéfices marginales, après sa flambée de la veille (15,11%, à 68,26 euros). Soitec (matériaux pour semi-conducteurs) enregistrait la meilleure performance du jour (+5,62% à 161,65 euros) sur un indice élargi.

Dans le secteur pharmaceutique, la biotech Abivax soufflait (+0,55% à 63,45 euros), après son dévissage de mardi (-43,56% à 63,10 euros). Le groupe a présenté les résultats d'une étude confirmant l'efficacité durable de son traitement expérimental de la rectocolite hémorragique, maladie inflammatoire chronique. Mais "des cas rares et isolés de tumeurs malignes, jugés sans rapport avec le traitement, ont été signalés. Ces événements ont semé le doute et ont pesé sur le cours de l'action", ont expliqué les analystes de Stifel. Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Juin 2026
Valeur : 04 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.1108	133.1258
1	EUR EURO	154.8877	154.9318
1	GBP POUND STERLING	179.3463	179.4148
100	JPY JAPANESE YEN	83.3662	83.3860
1	CNY CHINESE YUAN	19.6828	19.6873
1	CHF SWISS FRANC	169.6111	169.6951
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.1853	96.2239
1	DKK DANISH KRONE	20.7506	20.7542
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3449	14.3499
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3536	14.3591
1	AED UAE DIRHAM	36.2384	36.2444
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4678	35.4737
1	KWD KUWAITI DINAR	433.7269	433.9172
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2536	45.7084
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4983	14.5000
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9093	21.0167
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3387	3.3491
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.2755	182.2755

AU NOM DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ

Les États-Unis veulent imposer de nouveaux droits de douane

Soixante économies pourraient être concernées dont la Chine, l'Union européenne et le Japon. Elle générerait un surcoût de 12,5% sur les produits importés.

Les États-Unis ont proposé mardi d'imposer des droits de douane additionnels à 60 économies, dont la Chine, l'Union européenne (UE), le Japon, l'Inde et le Mexique, au motif qu'elles combattraient insuffisamment l'importation de biens issus du travail forcé. Cette proposition, non définitive, est la conclusion d'enquêtes ouvertes en mars par l'administration Trump, en invoquant une loi sur le commerce datant de 1974 afin de trouver une voie légale pour rétablir les surtaxes douanières annulées en février par la Cour suprême. Le représentant américain au commerce (USTR), Jamieson Greer, propose d'imposer des droits de 12,5% à environ 45 pays ayant, selon ses services, échoué à instaurer une interdiction de l'importation de biens issus du travail forcé, selon les conclusions consultées par l'AFP. Pour les économies disposant d'une telle interdiction, mais dont les efforts pour l'appliquer sont jugés insuffisants -- le Canada,

l'Équateur, l'UE, l'Indonésie, le Mexique et le Pakistan --, l'administration propose d'imposer un taux réduit à 10%. Idem pour le Royaume-Uni dont l'interdiction est jugée partielle. Des pays jugés sans interdiction suffisante se voient aussi proposer le taux de 10% s'ils se sont engagés à instaurer et qu'ils disposent d'un accord de réciprocité avec les États-Unis, comme l'Argentine, le Cambodge ou Taïwan. «Il est inacceptable que nos principaux partenaires commerciaux ne s'attaquent pas à l'importation de biens fabriqués au moyen du travail forcé», a déclaré Jamieson Greer, dans un communiqué.

Droits de douane contestés

L'administration de Donald Trump cherche à doter d'une base juridique plus solide les droits de douane invalidés le 20 février par la Cour suprême. Celle-ci avait estimé que le texte de 1977 (l'IEEPA) sur lequel Trump s'était

appuyé ne permettait pas au président d'imposer des surtaxes, ce qui restait une prérogative du Congrès. Le président américain avait dans la foulée réintroduit des droits de 10%, mais à titre temporaire, jusqu'au 24 juillet, date avant laquelle il devra trouver un mécanisme pérenne.

Le dispositif proposé mardi épargnerait une longue série de produits, dont les semi-conducteurs, le bœuf, le café ou des fruits. Les biens canadiens et mexicains conformes à l'accord de libre-échange nord-américain (ACEUM) en seraient également exemptés. L'USTR propose en outre un mécanisme accordant un tarif réduit à un certain volume d'importations de textiles et d'habillement. Avant toute mise en œuvre, l'USTR a ouvert un appel à commentaires, jusqu'au 6 juillet, et prévoit des auditions publiques à partir du 7 juillet à Washington.

R I/Agence

ALLEMAGNE-PMI

L'activité manufacturière marque le pas en mai

Le secteur manufacturier allemand a marqué le pas en mai, le recul de la demande et la flambée des coûts liés à la guerre au Moyen-Orient ayant pesé sur l'activité, montre une enquête publiée lundi. L'indice final des directeurs d'achat (PMI) du secteur manufacturier de S&P Global est tombé à 50,1 le mois dernier, contre 51,4 en avril, se maintenant toutefois au-dessus de la barre des 50 qui sépare la croissance de la contraction. "La reprise dans le secteur manufacturier a perdu de son élan en mai, confirmant les si-

gnaux d'alerte des récentes enquêtes PMI selon lesquels la croissance, tirée par l'anticipation des commandes, était susceptible de s'essouffler", a déclaré Phil Smith, directeur adjoint des affaires économiques chez S&P Global Market Intelligence. La croissance de la production a ralenti pour le deuxième mois consécutif et le carnet de commandes a diminué après avoir augmenté au cours des trois mois précédents. Les nouvelles commandes ont quant à elles baissé pour la première fois en cinq mois, et les ventes à l'exportation ont

également reculé pour la première fois depuis janvier, selon l'enquête. Les entreprises invoquent l'incertitude géopolitique et les prix élevés, même si certains clients ont avancé leurs commandes pour éviter les perturbations et les hausses de prix. Les pressions sur les coûts se sont encore intensifiées, l'inflation des prix des intrants atteignant son plus haut niveau depuis juin 2022. "Les marges étant sous pression, il fallait bien que quelque chose cède, et ce 'quelque chose', c'est l'emploi, les pertes d'emplois dans le sec-

teur manufacturier s'accéléra à un rythme jamais vu depuis début 2025", ajoute Phil Smith. Les prévisions des entreprises concernant la production pour l'année à venir se sont toutefois légèrement améliorées et sont revenues en territoire positif. Cependant, le moral reste bien en-deçà du niveau de février, dans un contexte marqué par les inquiétudes liées à l'inflation, la prudence des clients et les pénuries d'approvisionnement.

R I.

AVEC SA CROISSANCE EXCEPTIONNELLE DE 3,5%

La Pologne produit déjà plus que la Suisse, va rattraper l'Italie et se voit en moteur de l'UE

La Pologne, portée par une croissance économique parmi les plus fortes de l'UE (3,5% au premier trimestre 2026), ambitionne de devenir l'une des trois économies les plus influentes d'Europe d'ici 10 ans, malgré des risques liés à l'inflation et à la hausse des coûts de l'énergie. L'économie polonaise, qui a progressé de 3,5% en glissement annuel au premier trimestre 2026, pourrait rejoindre le "trio de tête" des plus influentes en Europe au cours des 10 prochaines années, a déclaré lundi le ministre polonais des Finances et de l'Économie. Les récentes prévisions économiques de la Commission européenne pour 2026 classent la Pologne au deuxième

rang des économies à la croissance la plus rapide de l'Union européenne, derrière Malte (3,7%). "L'économie polonaise reste parmi les leaders mondiaux en matière de croissance économique, portée par une forte demande intérieure", s'est félicité Andrzej Domański sur X. "La Pologne a une réelle chance de devenir l'une des trois économies de l'Europe les plus influentes au cours des 10 prochaines années", a-t-il dit aussi lors du Congrès européen de la Finance qui se tient lundi à Sopot (nord). Selon lui, la Pologne est déjà l'une des six économies les plus fortes de l'Union européenne et participe aux travaux des pays du G20.

3,7% de croissance annuelle

Depuis 2005, le pays enregistre une croissance annuelle moyenne de 3,7%, dépassant de loin celle de l'Allemagne et de la France (1,1% pour les deux pays), selon les chiffres officiels de la Commission européenne. Les données de l'UE confirment que la Pologne devance la plupart des États membres, le bloc affichant une moyenne de 1,1% de croissance annuelle, contre 3,5% attendus cette année pour la Pologne, après 3,6% en 2025. Avec un PIB de plus de mille milliards de dollars en 2025 selon l'estimation du FMI, la Pologne est désormais clas-

sée 20e économie mondiale, devant la Suède, la Suisse et Taïwan. Et selon les données de 2024, l'Italie se classe au troisième rang derrière l'Allemagne et la France en termes de PIB en standard de pouvoir d'achat (SPA). La Pologne, pays de 37,7 millions d'habitants, se situe au quatrième rang et devrait doubler son SPA pour atteindre le niveau de l'Italie. Les prévisions de la Commission indiquent en outre que la consommation privée en Pologne devrait ralentir par rapport à 2025, car le taux d'inflation plus élevé et la hausse des prix de l'énergie devraient peser sur les dépenses des ménages jusqu'en 2027.

R.I.

POUR FREINER LA CHUTE DU YEN

Le Japon a mobilisé 63 milliards d'euros

Le 30 avril, le yen est tombé à près de 160 yens pour un dollar, un plus bas depuis près de deux ans.

La Banque du Japon a engagé près de 63 milliards d'euros en un mois pour soutenir un yen fragilisé par les écarts de taux et la hausse des prix de l'énergie, sans certitude sur l'efficacité de ses interventions. La Banque du Japon est de nouveau passée à l'action pour tenter de contenir la volatilité du yen. Selon des données publiées en fin de semaine dernière par le gouvernement, l'institution a engagé environ 11.700 milliards de yens (63 milliards d'euros) au cours du dernier mois pour soutenir la devise japonaise. Ces interventions, décidées sur instruction du ministère des Finances et mises en œuvre par la Banque du Japon, visent à limiter les effets économiques des mouvements brusques sur le marché des changes. Elles se sont étalées entre le 28 avril et le 27 mai, sans que les autorités ne précisent les jours exacts d'intervention. D'après plusieurs sources de marché, les opérations auraient débuté le 30 avril, au moment où le yen est tombé près de 160 yens pour un dollar, un plus bas depuis près de deux ans. Cette faiblesse marquée de la devise nipponne a ravivé les craintes d'un déséquilibre prolongé sur les échanges extérieurs et les prix importés.

Dans les jours suivants, le yen a connu plusieurs épisodes de rebond rapide, notamment jusqu'au 6 mai, lorsqu'il a atteint environ 155 yens pour un dollar. Ces mouvements ont alimenté les spéculations des opérateurs sur des interventions discrètes des autorités monétaires. Un mois plus tard, vendredi dernier, la monnaie japonaise évoluait de nouveau autour de 159,2 yens pour un dollar, ce qui relance les interrogations sur l'efficacité et la portée de ces opérations de stabilisation. La dépréciation du yen s'inscrit dans un contexte plus large : la hausse des prix de l'énergie importée et surtout le différentiel persistant entre les taux d'intérêt américains et japonais, qui continue de peser sur la devise. Cette nouvelle intervention d'ampleur s'ajoute à celle de juillet 2024, estimée à environ 5.500 milliards de yens, lorsque la monnaie japonaise s'était déjà rapprochée du seuil de 162 yens pour un dollar.

Agence

Le Bitcoin retombe sous la barre des 70 000 dollars

Les temps sont durs du côté des amateurs de cryptomonnaie. La valeur reine, le Bitcoin, chute en effet sous un seuil psychologique important.



Avec la trêve entre les États-Unis et l'Iran, on pouvait s'attendre à ce que les marchés se calment, et ce, notamment du côté des cryptomonnaies.

Mais alors qu'au début du mois de mai, le Bitcoin semblait repartir plein gaz vers les sommets, au point d'aller au-delà des 80 000 dollars, en quelques semaines, la situation s'est retournée, au

point de voir une chute forte aujourd'hui.

Le cours du Bitcoin vaut moins que 69 000 dollars

Le Bitcoin est clairement à la peine aujourd'hui. L'or numérique a non seulement reculé très vite ces derniers jours, mais aujourd'hui il a même plongé

sous le seuil symbolique des 70 000 dollars. À l'heure où cet article est écrit, le Bitcoin est même allé encore plus bas, sous les 68 000 dollars, ce qui le renvoie à un cours que l'on avait pu observer au moment où les bombardements cessaient à peine en Iran.

Michael Saylor met fin à sa légendaire volonté de ne jamais vendre du Bitcoin

Il faut dire que cet effondrement s'observe au moment où le public découvre que Michael Saylor, l'infatigable défenseur du Bitcoin, met fin à une légende. Ce dernier avait en effet depuis 2022 une politique simple : toujours acheter du Bitcoin, ne jamais en vendre. Or sa société MicroStrategy vient finalement de vendre 32 bitcoins (ce qui est peu par rapport à sa trésorerie de plus de 840 000 bitcoins). Cette vente (de 2,5 millions de dollars) a été effectuée afin de financer les distributions de ses actions privilégiées. Si à elle tout seule, cette vente n'a pas pu pousser le Bitcoin vers ces niveaux si bas, elle a aussi représenté une forme de rupture psychologique dans la confiance du Bitcoin. Si une entreprise comme MicroStrategy vend du Bitcoin, alors que toute sa marque s'est faite autour de l'accumulation sans fin de bitcoins, c'est que la confiance générale dans sa hausse n'est plus là.

Brèves

Anthropic ouvre Mythos à 150 partenaires de plus

Après avoir annoncé en avril dernier les 50 premiers partenaires travaillant avec lui dans le cadre de son Project Glasswing, Anthropic annonce étendre son programme à 150 sociétés supplémentaires. Pour rappel il s'agit d'un consortium regroupant les poids lourds de l'industrie IT et de la sécurité (Apple, AWS, Broadcom, Cisco, CrowdStrike, Google, Microsoft, Nvidia et Palo Alto Networks) pour bénéficier d'un accès anticipé au modèle Claude Mythos orienté vers la découverte de failles. « Les entreprises qui composent ce nouveau groupe sont implantées dans plus de 15 pays, et la plupart d'entre elles fournissent des infrastructures essentielles à de nombreux autres pays », explique la start-up IA. Avant de pousser Claude Mythos auprès du grand public, l'éditeur travaille sur « des mesures de protection extrêmement robustes, capables d'empêcher toute utilisation abusive des capacités cybersécurité du modèle ». Anthropic prévoit par ailleurs d'étendre encore son projet Glasswing « en donnant la priorité à d'autres fournisseurs d'infrastructures essentielles, aux responsables de la maintenance de logiciels open source

critiques et aux chercheurs en sécurité. » En Europe, l'Enisa (agence européenne pour la cybersécurité) serait sur les rangs pour accéder à ce modèle, selon l'AFP.

HPE porté par le réseau et l'IA au T2 2026

Pour son deuxième trimestre fiscal 2026, le spécialiste américain en infrastructures IT a annoncé « un trimestre exceptionnel marqué par un chiffre d'affaires record, une rentabilité supérieure aux prévisions et une augmentation du flux de trésorerie disponible. » Des indicateurs dans le vert avec notamment des revenus de 10,7 Md\$ (+40 % sur un an) et une marge opérationnelle de 36,5 % (+ 60 points). L'activité réseau a particulièrement bien progressé (+ 148,2 %, à 2,7 Md\$) incluant 320 M\$ de revenus des datacenters (+ 233,3 %) et la sécurité (273 M€, en hausse de 155,1 %). La branche cloud et IA progresse aussi mais moins fortement cependant : +22,9 % à 7,7 Md\$ dont 5,5 Md\$ rien que pour les serveurs (+32,7 %) mais seulement 2,4 % pour le stockage (1,2 Md\$). Par ailleurs, HPE revoit à la hausse ses prévisions de croissance du chiffre d'affaires pour l'exercice 2026, les situant désormais entre 29 % et 33 %. et

un T3 2026 dans la fourchette des 11,5-12,1 Md\$.

Phison et Intel collaborent sur l'IA locale

Les deux sociétés ont signé un accord pour combiner les puces Core Ultra Series 3 d'Intel avec les SSD Pascari et la technologie aiDAPTIV de Phison. Cette dernière associe SSD haute endurance et middleware logiciel pour créer une mémoire virtuelle extensible, transparente pour l'utilisateur. A l'occasion d'une rencontre en juillet 2025, Phison indiquait que cette solution trouvait sa place dans plusieurs configurations. Ainsi, elle est capable d'entraîner des modèles jusqu'à 8 milliards de paramètres sur un simple laptop équipé d'un SSD aiDaptivCache et d'un GPU Nvidia. Par ailleurs, Phison propose une fonction de routage pour les applications de type OpenClaw. L'objectif est d'orienter certaines tâches en local en utilisant un modèle plus économe en token et d'autres dans le cloud avec d'autres LLM plus performants. De son côté, Intel propose son kit d'outils open source pour l'optimisation et le déploiement de modèles de deep learning.

Microsoft lance MAI, sa nouvelle famille de modèles IA maison



Microsoft vient officiellement de présenter une nouvelle famille de modèles IA maison. Raisonnement, image, voix, transcription, code, Redmond étoffe son catalogue interne sans abandonner son discours sur le choix des modèles dans Foundry. Microsoft ne veut pas seulement orchestrer les modèles des autres. Durant la Build 2026, Redmond a levé le voile sur MAI, une nouvelle famille de modèles IA maison développés par la Microsoft AI Superintelligence Team. L'annonce ne remet pas en cause le positionnement officiel de l'éditeur, qui continue de défendre une approche multimodèles dans Foundry, mais elle confirme sa volonté de renforcer sa propre pile IA, du raisonnement au code, en passant par l'image, la voix et la transcription.

MAI-Thinking-1, premier modèle de raisonnement maison de Microsoft

La principale nouveauté de cette famille MAI s'appelle MAI-Thinking-1, premier modèle de raisonnement développé en interne par Microsoft. Conçu pour traiter des consignes complexes, travailler sur de longs contextes et générer du code, il se démarque aussi par son mode d'entraînement, réalisé selon l'éditeur sans distillation, c'est-à-dire sans apprentissage fondé sur l'imitation d'un autre grand modèle, et à partir de données décrites comme propres, sous licence commerciale et adaptées aux usages d'entreprise. Au total, MAI-Thinking-1 compte 35 milliards de paramètres actifs, dispose d'une fenêtre de contexte de 128 000 tokens et sera d'abord ouvert à une sélection de partenaires. Microsoft le présente donc comme une pièce importante de sa stratégie IA interne, moins pour concurrencer frontalement tous les modèles du marché que pour disposer d'une base de raisonnement conçue pour ses propres produits, ses développeurs et ses clients professionnels. En marge de ce modèle de raisonnement, Microsoft a également annoncé plusieurs variantes spécialisées. MAI-Image-2.5 vise la génération et l'édition d'images, avec une intégration déjà prévue dans PowerPoint et un déploiement en cours dans OneDrive. MAI-Transcribe-1.5 couvre la transcription dans 43 langues, tandis que MAI-Voice-2 et sa déclinaison rapide ajoutent de nouvelles options vocales dans plus de 15 langues. Côté développement, MAI-Code-1-Flash arrive dans GitHub Copilot et Visual Studio Code, avec 5 milliards de paramètres et un positionnement axé sur la rapidité et le coût d'exécution des suggestions de code. Microsoft prévoit aussi de proposer ses modèles MAI au-delà de ses seuls services, via OpenRouter, Fireworks AI et Baseten. Mais le mouvement le plus intéressant se joue peut-être du côté de Frontier Tuning, qui doit permettre aux entreprises d'adapter ces modèles à leurs propres données et processus, dans leur environnement.

MG VA PRODUIRE DES VOITURES ÉLECTRIQUES EN EUROPE

Pourquoi l'Espagne vient de décrocher un projet à 200 millions d'euros

Longtemps évoquée, l'implantation industrielle de MG en Europe est désormais officielle. La marque contrôlée par le géant chinois SAIC construira sa première usine européenne en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne. Avec cet investissement à 200 millions d'euros qui pourrait générer plus de 2 000 emplois se pose aussi un enjeu politique : l'accélération de l'ancrage industriel chinois



Depuis plusieurs mois, les constructeurs chinois multiplient les annonces d'investissements sur le Vieux Continent. Après BYD en Hongrie, Chery à Barcelone ou encore les partenariats noués par Stellantis avec Leapmotor et Dongfeng, c'est désormais MG qui dévoile son retour.

Avec cette future usine espagnole, la marque entend consolider son implantation européenne tout en réduisant sa dépendance aux importations soumises aux nouvelles surtaxes douanières.

Une usine MG en Galice dès 2028 avec 120 000 véhicules par an

SAIC Motor, la maison mère de MG, a confirmé la création de sa première usine européenne MG en Galice, plus précisément dans la région de La Corogne. Le projet représente un investissement initial de 200 millions d'euros et doit permettre la création de 2 000 à 2 300 emplois. La construction devrait débuter en 2027 pour une mise en service annoncée avant la fin de l'année 2028. À terme, le site disposera d'une capacité de production de 120 000 véhicules par an.

MG confirme sa première usine européenne en Galice, avec une mise de départ de 200 millions d'euros et une capacité annoncée de 120 000 véhicules par an. © MG

À ce stade, MG n'a pas précisé quels modèles seront assemblés dans l'usine espagnole. Toutefois, le montant relativement limité de l'investissement laisse penser que le site pourrait fonctionner selon un schéma proche de celui utilisé par Chery à Barcelone avec Ebro : des véhicules préassemblés en Chine puis finalisés localement afin de bénéficier d'une production européenne.

Pour MG ce ne sera pas uniquement de l'assemblage



Le constructeur affirme néanmoins que le complexe intégrera plusieurs activités, allant de la recherche et développement à la fabrication avancée, en passant par l'approvisionnement en composants et la logistique intelligente. MG souhaite également renforcer ses partenariats avec des centres de recherche européens, des fournisseurs locaux et des acteurs technologiques spécialisés dans la mobilité connectée ou les batteries de nouvelle génération.

En fait, cette implantation s'inscrit dans la stratégie baptisée « In Europe, For Europe », déjà annoncée par la marque dont le but est de produire localement une partie des véhicules destinés au marché européen.

La futur MG2 pourrait être l'un des premiers modèles produits en Espagne

Si aucun véhicule n'a encore été officiellement confirmé, plusieurs indices convergent vers la future MG2 électrique. Ce modèle, attendu dans les prochaines années, doit permettre à MG de s'attaquer frontalement au segment des citadines électriques européennes.

Positionné face à des modèles comme

la Renault 5 E-Tech, cette future voiture pourrait devenir un pilier de la croissance de MG sur le continent. La marque dispose déjà d'une présence dans le segment B avec la MG3, mais celle-ci n'est aujourd'hui proposée qu'avec des motorisations thermiques ou hybrides.

L'usine galicienne pourrait donc jouer un rôle clé dans le développement d'une nouvelle génération de véhicules spécifiquement conçus pour l'Europe. Le gouvernement régional souhaite d'ailleurs accélérer le projet en lui accordant le statut de Projet Industriel Stratégique, un dispositif permettant notamment de simplifier certaines procédures administratives, d'accéder à des financements préférentiels et de faciliter l'attribution de terrains publics.

Une offensive industrielle chinoise qui s'accélère en Europe

L'arrivée ou en réalité le retour de MG en Europe dépasse évidemment le cas de l'Espagne et s'inscrit dans un bouleversement industriel pour l'automobile européenne. Selon les données d'Ino-vev, les constructeurs chinois représentent déjà 8 % du marché automobile

européen sur les trois premiers mois de 2026, alors même qu'ils ne disposaient jusqu'ici pratiquement d'aucune capacité de production locale.

Le cabinet estime que leur part de marché pourrait dépasser les 10 % dès l'an prochain et atteindre même 15 % en 2030.

MG est aujourd'hui le premier constructeur chinois en Europe avec 110 300 immatriculations sur les quatre premiers mois de l'année et une part de marché de 2,4 %, devant BYD (2,2 %) et Chery (2 %). Parallèlement, BYD a déjà lancé sa production européenne en Hongrie avec une capacité initiale de 150 000 véhicules par an, potentiellement portée à 300 000 unités vers 2030. De son côté, Stellantis a ouvert ses usines européennes à Leapmotor et Dongfeng, tandis que Chery poursuit ses opérations à Barcelone. Mis bout à bout ces projets industriels pourraient porter la capacité de production chinoise à environ 1,3 millions de véhicules par an d'ici 2028.

Et si l'UE avait ouvert la porte de la bergerie ?

Cette accélération des investissements est évidemment directement liée aux mesures prises par Bruxelles. Depuis octobre 2024, les véhicules électriques chinois importés dans l'Union européenne sont soumis à des droits de douane compris entre 8 % et 35 % selon les constructeurs, auxquels s'ajoutent les 10 % de droits de douane habituels. Une situation qui pousse les groupes chinois à relocaliser une partie croissante de leur production. Mais la pierre d'achoppement est que ces enjeux dépassent l'automobile.

Batteries, composants électroniques, logistique et recherche suivent le même mouvement.

Le géant CATL prépare notamment l'ouverture de sa gigantesque usine de batteries de Debrecen, en Hongrie, un

Mots fléchés

Affirmative		The Voice	Il en faut huit pour faire un octet	Pronom personnel indéfini	Déserteur	Mammifères amphibies	Condé		
Fonction		Poissons plats	Employé comme astringent	Points cardinaux		Passereau			
						Rivalise			
						Fis chatoyer			
Pièce instrumentale									
Capitale de la région Lombardie						Prénom féminin			Inconcevable
						Chlore			
				S'éternisa	Innovant				
					Cité dans la chanson, le bon roi Dagobert				
Jour de l'an vietnamien			Une doctrine sur Dieu						Qui convient parfaitement
			Le domaine des Ases						
Pays du Proche-Orient						Possessif		Souverain	
Immobilisation		Alternât les cultures						Une chanson de Nino Ferrer (Le)	
		Lessiverai						Callosité	
			Voiture de sport à injection			Né de la même mère	Lève-tôt	Amour vache	
								Arbres aromatiques	
Laisser couler de la salive écumeuse	Attribut de certains dieux		Se jette dans la mer du Nord		Amour latin		Souffrance		Pas encore publiées
			Exaspérât						
				Astate		Prénom de Delon			
				Ressassé		Niobium			
Taylor s'employa à le faire augmenter de mauvais goût								Première page	
			Région viticole						
Village proche du Mans (Lés-le-Mans)	Argon		Canton suisse			Pièce satirique virulente		Le ça de Freud	Piège pour poissons
	Centre à la poste		À l'aide de						
					N'admit pas la réalité			Un allemand	
					Grande vedette			Prise	
Ancienne mesure de capacité		Prières matinales de Lusace et celle de Klodzko				Avertit			
						Lettre grecque			
				Prénom de Pouce				Vieux	
				Ordre donné à un cheval					
Une autorité administrative indépendante	Surgis		Elle peut-être à air						Nazi
			Prénom féminin						Genre de certaines abeilles à miel
				Engrais organique			Plusieurs lei	Petite pomme	Durées
				Plante textile					
Refuge Surnom d'Elisabeth de Wittelsbach					Césium	But en aspirant			Sélénium
						Ordre religieux catholique			
				Recueils de renseignements					
Fessiers						Partie du membre inférieur			

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 98 dollars

Les cours du pétrole consolidaient leurs gains mercredi, en cours d'échanges européens, portés notamment par des facteurs géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 2,51% à 98,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 2,63% à 96,23 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 4 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



IMPACT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SUR LE MONDE DU TRAVAIL

Le plaidoyer de l'Algérie à Genève

Lors de la 114^e session de la Conférence internationale du Travail organisée par l'Organisation internationale du Travail à Genève, l'Algérie a réaffirmé sa volonté de faire de l'intelligence artificielle un levier central de transformation économique et sociale, tout en plaçant l'humain au cœur des mutations numériques. Dans son intervention à l'ouverture des travaux d'une conférence consacrée à l'impact de l'intelligence artificielle sur le monde du travail, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak

Saihi, a insisté sur la nécessité d'une gouvernance internationale équitable de l'IA, capable de garantir une répartition juste des bénéfices technologiques entre les pays et de préserver les droits fondamentaux des travailleurs. Il a rappelé que l'Algérie considère l'intelligence artificielle comme un pilier stratégique de son développement, notamment pour moderniser les services publics, renforcer l'économie de la connaissance et favoriser l'inclusion sociale. Dans cette dynamique, il a mis en avant plusieurs initiatives nationales structurantes,

dont la désignation de 2023 comme année nationale de l'intelligence artificielle, la création d'un conseil scientifique dédié et la mise en place d'une école supérieure spécialisée dans ce domaine. Ces mesures s'inscrivent, selon lui, dans une stratégie globale de transformation numérique portée au plus haut niveau de l'État. Le ministre a également souligné l'importance d'une approche éthique et responsable de l'intelligence artificielle, conforme aux standards internationaux, garantissant la dignité humaine, la protection des données

et la sécurité numérique, tout en renforçant le dialogue social et la protection des travailleurs. Enfin, il a réaffirmé la position constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, estimant que le travail décent et la justice sociale ne peuvent être pleinement réalisés sans la fin des violations subies par le peuple palestinien, appelant la communauté internationale à garantir protection et dignité aux travailleurs concernés.

R.E.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Territoire, démographie et développement économique : quel compromis ?

Baisse des naissances dans de nombreux pays au nord comme au sud. Le vieillissement de l'Europe et de certains pays d'Asie comme le Japon ou la Corée. Le renouvellement démographique n'est plus assuré dans beaucoup de pays, particulièrement dans les pays développés. L'Afrique se distingue dans ce domaine en assurant, à elle seule, 50% de la croissance démographique mondiale à horizon 2050 ; mais en Afrique, la démographie n'a pas les mêmes caractéristiques dans tous les pays. Certains ont des profils démographiques proches ou ont une tendance à se rapprocher de ceux des pays européens, c'est le cas notamment des pays d'Afrique du Nord, d'autres affichent une « ambition démographique » démesurée.

La démographie occupe aujourd'hui une place centrale dans le débat public : inquiétudes sur les retraites, le système éducatif, la crise d'emploi dans certains secteurs... D'autres conséquences, encore plus préoccupantes, sont à identifier et à apprécier à leur juste valeur. Il est vrai que les données démographiques ne sont jamais neutres. Mais on ne doit jamais aussi leur faire dire ce qu'elles ne disent pas ou ce que nous voulons entendre ou lire. « La démographie est-elle une science exacte ? Non, mais c'est sans doute la plus exacte des sciences sociales. Elle observe, calcule, décrit. Elle parle le langage des courbes et des ratios : natalité, mortalité, espérance de vie, migrations, vieillissement... » (Démographie, et demain ? de Jean-Marc Rohrbasser, Claudia Senik et Julien Damon). Nous n'accordons pas beaucoup d'intérêts aux études démographiques aussi bien au plan académiques, il n'existe aucune institution universitaire, chez nous, dédiée aux études démographiques, qu'au plan pratique ou empirique, seules quelques études ou enquêtes statistiques abordent indirectement et occasionnellement les phénomènes démographiques. Périodiquement, les démographes (nationaux ou internationaux) nous rappellent l'évidence : le monde vieillit, l'Europe rétrécit, l'Afrique croît, les migrations s'intensifient, la natalité s'effondre là où

la richesse augmente. Rien de mystérieux, rien d'imprévisible. Cette connaissance produit des actions dans certains endroits, rien dans d'autres. Mais quand le risque arrive (les déséquilibres démographiques), tout le monde s'effusque, s'inquiète, s'interroge... Contrairement aux pays développés, au Sud nos systèmes statistiques sont encore faibles et, plus grave encore, ils ont tendance à s'appauvrir avec la complexité de la collecte des données. Donc à la faiblesse de l'appareil statistique et des analyses démographiques proprement dit, il y a une faiblesse de la prise de conscience des enjeux (risques associés) des dynamiques démographiques. Pendant longtemps, lorsque la croissance démographique était soutenue et le profil démographique harmonieux sur le long terme, la préoccupation était, si ce n'est pas la lutte contre la natalité et le planning familial, la recherche de moyens pour satisfaire les besoins induits par ce croît démographique (écoles, hôpitaux, universités, infrastructures de mobilités...). Aujourd'hui, le problème est déplacé vers de nouveaux risques : vieillissement, déserts démographiques, émigration, besoins de main d'œuvre dans les activités dites pénibles (agriculture, travaux publics, mines...); plus grave encore est l'occupation du territoire. Les schémas d'aménagement du territoire (SNAT, SRAT...) ont toujours alerté sur la répartition de la population sur le territoire, sur le rééquilibrage démographique entre le nord, les hauts plateaux et le Sud, mais ont peu évalué l'importance du rapport de la population à la dimension du territoire. On n'a pas les mêmes préoccupations démographiques par ex. entre l'Algérie et la Suisse ou Monaco. L'Algérie, première puissance territoriale et spatiale en Afrique et dans le monde arabe ; mais elle est loin en population même en Afrique, comparée à l'Égypte, le Nigeria, l'Éthiopie, la RDC, la Tanzanie ou l'Afrique du Sud, ces pays sont de loin plus petits que l'Algérie en superficie. Dans le monde, l'Algérie est dixième en superficie et 33ème en population. L'Algérie a encore du potentiel et de l'espace

pour recevoir une population plus nombreuse. En matière de densité de la population par km², l'Algérie est l'un des pays où le taux de densité est très faible (20 hab /km²). Il va sans dire que l'étendue du territoire n'est pas la seule explication d'un besoin additionnel en population, mais l'occupation de ce territoire ou du moins la partie habitable et exploitable est un enjeu géostratégique majeur. Au plan géopolitique, la puissance des États modernes est certainement liée à leurs capacités technologiques et économiques, mais la démographie n'est pas en reste. Quand un territoire est très grand, sa surveillance et sa protection sont plus complexes. Trump a des visées sur des territoires non habités ou peu comme le Canada voisin ou le Groenland et peut être ailleurs. La Russie qui a le plus grand territoire au monde (8 fois l'Algérie) et une population relativement faible (130 Millions) et surtout vieille et en décroissance est en difficulté géopolitique de tout surveiller et tout contrôler. Quelques données démographiques pour corroborer ce qui précède et alerter sur l'importance des études démographiques et sur les enjeux démographiques pour l'avenir de notre pays. L'Algérie a encore un taux de croissance brut 1.6% (2024) acceptable mais en baisse à 1.25% (2026). La migration nette est devenue négative (plus de départs que d'arrivées). Un taux de fécondité de 2.6 enfants par femme, en forte baisse par rapport aux années 2020 ; mais il est encore au-dessus du seuil de renouvellement des générations estimé à 2.1. L'espérance de vie (2026), à la naissance, a augmenté de manière significative (76.9 en moyenne des deux sexes) ; ce qui explique le vieillissement de la population aggravé par la baisse des naissances. La baisse du taux de nuptialité et celui de divortialité sont l'autre facteur d'une « transition démographique » inquiétante. Les pays qui ont laissé « filler » cette transition démographique dans les années 70-90 paient aujourd'hui le prix fort d'un désert démographique ; c'est le cas notamment des pays de l'OCDE (Japon, Corée, Ita-

lie, Allemagne, et à un degré moindre la France, l'Espagne, la Finlande...) et d'autres comme la Chine et surtout la Russie. Certains pays arrivent à contenir la crise par des apports migratoires comme le Canada et l'Allemagne. Le bonus démographique est fini pour ces pays depuis la fin de 2000. Il n'est pas dans l'intention de cette chronique d'annoncer une crise, mais d'alerter sur les conséquences de cette évolution tendancielle vers une stagnation ou même une décroissance de la population avec un vieillissement inéluctable. La dimension démographique n'est pas une affaire d'une disposition dans une loi ou un programme annuel ou quinquennal, elle est structurelle et doit par conséquent avoir un traitement stratégique, global et de long terme. Les voisins subsahariens de l'Algérie sont dans une situation complètement opposée ; le Niger affiche le taux de fécondité le plus élevé dans le monde (7 enfants par femme) suivi par le Mali et le Burkina-Faso. En 2050, le Niger sera peuplé de 70 millions d'habitants, dépassant l'Algérie, le Mali de 52 Millions et le Burkina de 46 Millions. En 25 ans, ces trois pays multiplient leur population par 2.3 ; alors que l'Algérie atteindra un nombre médian de 54-57 millions d'habitants. Les pays voisins du Nord (Tunisie et Maroc) sont à peu près dans la même situation que l'Algérie, peut-être même plus grave. Les deux pays sont déjà en deçà du taux de fécondité de renouvellement (Maroc 2.0 et Tunisie 1.8). Rien n'est perdu, il suffit de se préparer pour garder une structure de la population équilibrée et une meilleure occupation de l'espace ; c'est le rôle d'une politique d'aménagement du territoire allant au-delà des traditionnels SNAT statiques annonçant des velléités. Une politique démographique n'a de sens que si elle est intégrée dans une vision à la fois spatiale, économique et géopolitique ; une croissance démographique sans objectifs clairs et sans ambition forte peut aggraver la paupérisation, le chômage, l'émigration et les violences de toute nature.